



# L'AUDACE DE DÉRANGER

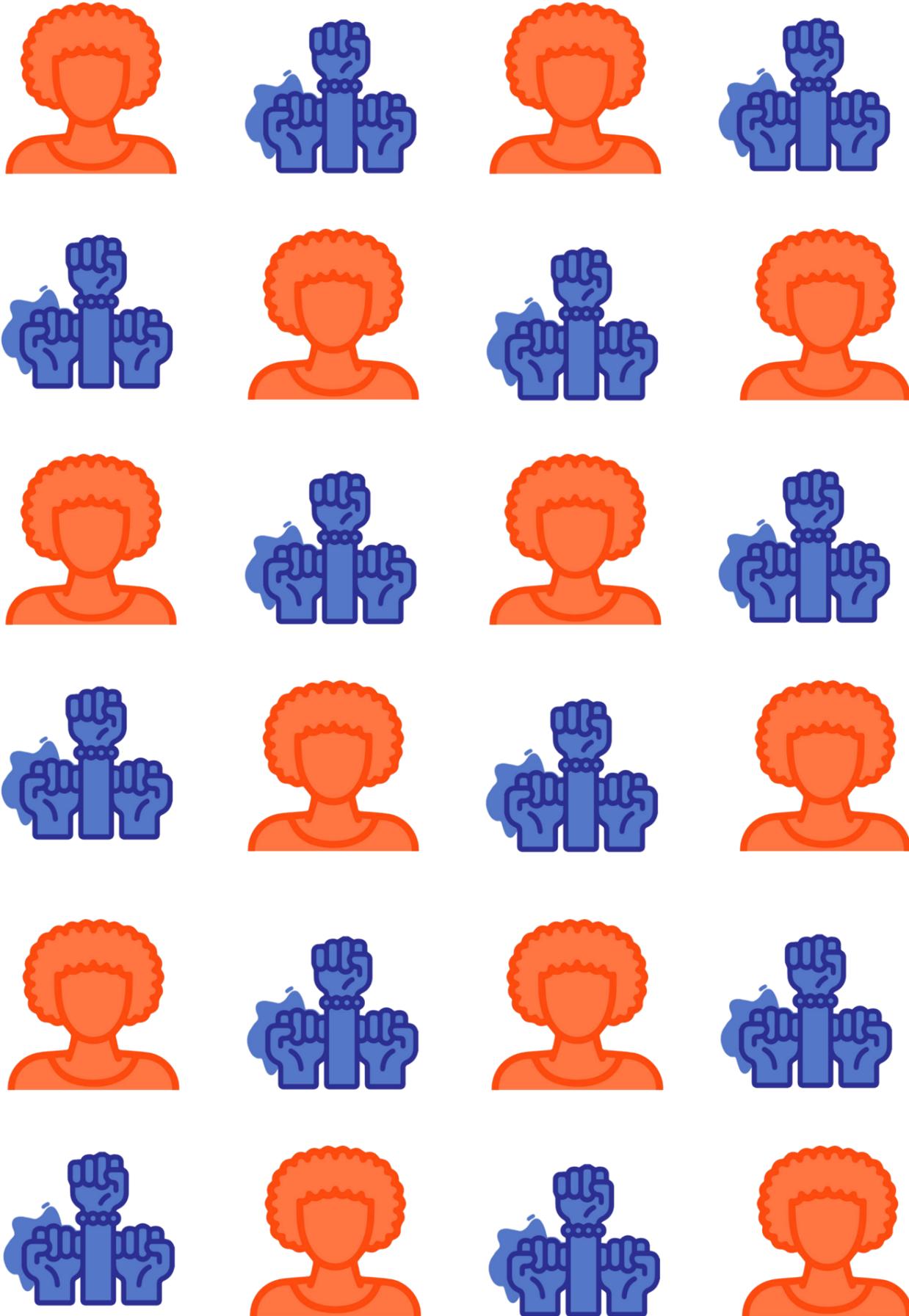
UNE INTRODUCTION À LA MACROÉCONOMIE FÉMINISTE

**GENDER &  
DEVELOPMENT  
NETWORK**

**The African Women's  
Development and  
Communication Network**



**AFRICAN FEMINIST MACROECONOMIC ACADEMY**  
The Audacity to Disrupt



## Académie africaine féministe de macroéconomie L'AUDACE DE DÉRANGER

En 2017, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) a accueilli la première Académie macroéconomique féministe africaine (AFMA). L'AFMA a été informée par une série de consultations avec des groupes de défense des droits des femmes ainsi que des économistes féministes africaines qui ont souligné la nécessité d'accroître la capacité à influencer les politiques macroéconomiques sur le continent africain, et à l'échelle mondiale, en tant que stratégie.

L'académie est une initiative intensive de développement des capacités ciblant les défenseurs du genre, les activistes, les leaders de mouvements, les journalistes et les réseaux qui travaillent à la réalisation des droits des femmes et de l'égalité des sexes. L'objectif de l'AFMA est d'approfondir la compréhension des participants sur la manière dont les politiques macroéconomiques façonnent les réalités vécues par les femmes dont ils s'efforcent de transformer la vie. Cela se traduira à son tour par leur capacité à influencer les processus et les résultats des politiques macroéconomiques générales, du niveau local au niveau mondial.

Ce pack est destiné à compléter les sessions annuelles de l'académie de l'AFMA avec une ressource qui peut être utilisée par ceux qui ne sont pas en mesure de participer en personne. Tout en introduisant de nouveaux concepts, il s'appuie également sur le travail de l'AFMA au fil des ans et, à ce titre, il est important de reconnaître la contribution des nombreuses féministes dont la sagesse au fil des ans est partagée dans ces pages.

# Pourquoi ce guide ?

L'élaboration des politiques économiques relève de choix politiques qui déterminent qui profite (et qui est perdant) dans la distribution des ressources. Ceux qui ont le contrôle de ces choix ont systématiquement exclu les femmes, et en particulier les femmes issues de groupes historiquement marginalisés, et ont justifié cette exclusion en présentant l'économie comme une discipline technique et complexe dépassant la compréhension de la plupart des gens. Cela a eu pour effet d'occulter la nature hautement politique des choix qui sont faits.

Ce guide cherche à fournir à ses lecteurs une introduction à l'analyse féministe de l'économie au niveau macro. Il vise à présenter certaines des questions, concepts et tendances clés, ainsi que les moyens de façonner l'économie pour qu'elle fonctionne pour tout le monde, en particulier les femmes. Ce guide fournira également aux féministes les connaissances nécessaires pour plaider en toute confiance en faveur d'autres modes d'organisation de nos économies, ce qui est essentiel pour répondre à toutes les préoccupations relatives aux droits des femmes.

# À qui s'adresse ce guide ?

Ce guide s'adresse aux activistes et défenseurs des droits des femmes du monde entier qui se battent pour rompre avec les schémas dominants et les systèmes oppressifs qui continuent à exclure les femmes. En particulier, il a été conçu pour soutenir les activistes et les défenseurs des droits des femmes qui reconnaissent les modes de fonctionnement inégaux de notre système économique et qui souhaitent approfondir leur compréhension.

Ce guide peut être lu individuellement ou utilisé en groupe. Il comprend des réflexions à des moments clés afin d'aider le lecteur à mieux comprendre comment les questions et les concepts sont abordés dans leur propre contexte national et comment ils correspondent à leurs expériences de travail sur les droits des femmes.

# Ce guide est divisé en rubriques, comme suit :

Introduction : ***Planter le décor***

Rubrique 1 : ***Comprendre le modèle économique***

Rubrique 2 : ***Cartographie des institutions de la (mauvaise) gouvernance économique mondiale***

Rubrique 3 : ***Questions fondamentales relatives à la gouvernance***

Rubrique 4 : ***Alternatives féministes***

Conclusions : ***Un monde différent est possible***

Annexe 1 : ***Définitions***

Annexe 2 : ***Autres lectures recommandées***

# Planter le décor

Au 21<sup>e</sup> siècle, le « patriarcat impérialiste, capitaliste, suprémaciste blanc<sup>1</sup> » reste triomphant. Dans un monde en état de crise profonde et perpétuelle, ce sont ces systèmes d'oppression interdépendants qui continuent à alimenter les cycles sans fin de catastrophes économiques qui empêchent des milliards de personnes de mener une vie digne. Ces systèmes semblent défier une planète au bord de l'anéantissement et ne se laissent pas abattre par les guerres incessantes liées à la raréfaction des ressources. Cependant, ce n'est pas un phénomène nouveau, il s'agit en fait du fondement même de notre ordre économique néolibéral actuel. Pendant des siècles, les Noirs, les autochtones et les personnes de couleur ont résisté avec audace à la dévastation que cette soif croissante de profit et de pouvoir a infligée à leurs vies, ce dont le reste du monde prend lentement conscience alors que l'impact de ces catastrophes commence à empiéter sur leurs vies. Et ce sont les femmes défenseurs des droits humains qui ont subi les premiers contrecoups de cette situation lorsqu'elles ont eu l'audace de perturber ce pouvoir.

Aujourd'hui, nous constatons que ces systèmes d'oppression interdépendants sont soutenus par une montée mondiale de politiques chauvines et d'hommes puissants qui facilite l'augmentation de la violence de toutes sortes sanctionnée par l'État et la poursuite d'une allégeance aveugle à l'économie néolibérale, même face à la dévastation écologique, à la ruine financière et même à la mort.

Depuis trop longtemps, la conception de l'économie mondiale a laissé des milliards de personnes en marge de la société. Nous constatons qu'une petite minorité d'élites puissantes des pays du Nord domine le processus décisionnel (économique), ce qui a donné naissance à une économie mondiale eurocentrique conçue pour répondre aux besoins illimités de main-d'œuvre, de matières premières et de biens bon marché, sans cesser d'exploiter les pays du Sud pour atteindre ces objectifs. Le premier dirigeant ghanéen à avoir obtenu l'indépendance, Kwame Nkrumah, a fait remarquer que si une ancienne colonie a pu obtenir l'indépendance et « tous les signes extérieurs de la souveraineté... en réalité, son système économique, et donc sa politique, est dirigé de

l'extérieur<sup>2</sup> ». Plus d'un demi-siècle plus tard, peu de choses ont changé, les institutions financières internationales (IFI) et les processus mondiaux non démocratiques dictent toujours le destin économique de la plupart des pays du Sud.

Il est clair qu'il est urgent de réorganiser l'économie mondiale afin qu'elle fonctionne pour tous. Au cœur de ce changement se trouvent des millions de femmes des pays du Sud qui, chaque jour, vivent et combattent les dures réalités de la vie au carrefour de ces systèmes d'oppression. Leur pouvoir collectif est essentiel pour remettre en question le statu quo. Mais pour réussir, ces mouvements devront être armés d'une analyse du fonctionnement de l'ordre économique mondial actuel, de son incompatibilité avec les idéaux féministes et de la richesse des alternatives à la disposition des gouvernements nationaux pour pouvoir faire des choix politiques macroéconomiques susceptibles de contrer la domination et les effets de l'économie néolibérale, ainsi que de remédier aux inégalités historiques. Ces mouvements féministes font partie intégrante de mouvements plus larges visant à décoloniser la prise de décision économique afin qu'elle soit centrée sur les perspectives des groupes historiquement sous-représentés qui préconisent des manières radicalement différentes et progressistes d'organiser nos économies.



## 1.1

### Qu'est-ce que la politique économique au niveau macro et pourquoi concerne-t-elle les droits des femmes ?

Chaque jour, dans le monde entier, des militants et des défenseurs des droits des femmes dénoncent le manque de ressources gouvernementales pour répondre aux besoins fondamentaux des femmes et des filles, allant du manque de professionnels qualifiés dans les maternités des hôpitaux à l'insuffisance des toilettes pour les adolescentes dans les écoles secondaires, en passant par la pénurie de maisons sûres pour protéger les femmes de la violence domestique. Chaque fois que l'on proteste contre les coupes budgétaires ou que l'on demande une augmentation des ressources gouvernementales pour les questions relatives aux droits des femmes, les défenseurs des droits des femmes sont impliqués dans un travail de politique macroéconomique.

Le terme « macroéconomie » peut sembler compliqué, mais il désigne simplement la façon dont les gouvernements prennent des décisions sur la manière de collecter et de dépenser les recettes, ce qui finit par avoir un impact important sur la vie

quotidienne de toutes les femmes et les filles. La politique macroéconomique peut être utilisée par les gouvernements pour répondre aux besoins et aux droits de tous les citoyens, mais il s'agit d'un choix politique.

Où que vous soyez dans le monde, toute élaboration de politique économique est profondément politique. Au fond, il est essentiellement question de pouvoir et de savoir quels sont les points de vue et les expériences vécues qui sont exclus de ces décisions sur la manière de collecter et de dépenser les ressources gouvernementales.

L'élaboration de politiques économiques au niveau macro est indissociable d'un travail plus large sur les droits des femmes et l'égalité des sexes. Si vous vous êtes consacré à des questions telles que la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG), l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SRHR), l'éducation des filles ou tout autre domaine qui fait l'objet de luttes perpétuelles pour le financement et le soutien, alors vous travaillez déjà sur les impacts sexospécifiques de notre modèle macroéconomique actuel.

### Encadré 1: Qu'est-ce que la macroéconomie ?

La macroéconomie est l'étude de l'économie dans son ensemble au niveau national ou international. Elle se concentre généralement sur des éléments tels que la croissance économique, l'inflation et le chômage.

Traditionnellement, la macroéconomie utilise un nombre relativement restreint d'outils pour influencer le fonctionnement de l'économie. Dans ce dossier, nous faisons référence à la « macroéconomie » afin d'encourager une compréhension plus large des options disponibles pour les responsables de la politique économique (voir rubrique 3).

# 1.2

## Prise de décision économique non démocratique

En général, comme le montre la figure 1, ce sont les intérêts et les besoins des groupes dominants (notamment les hommes blancs hétérosexuels, valides et éduqués) qui informent et dirigent notre ordre mondial actuel. Les histoires longues et complexes de la colonisation, qui interagissent avec les intérêts des groupes dominants dans les contextes nationaux, intensifient la manière dont les décisions prises dans les pays du Nord ont un impact sur ceux du Sud. Dans ce processus, les expériences des femmes, en particulier celles qui vivent à l'intersection d'autres systèmes d'oppression tels que la race, la sexualité, le handicap, la géographie, le quintile économique, tendent à être exclues des processus décisionnels. C'est notamment le cas pour la prise de décision économique, qui est en partie légitimée par le besoin apparent d'une expertise technique considérable.

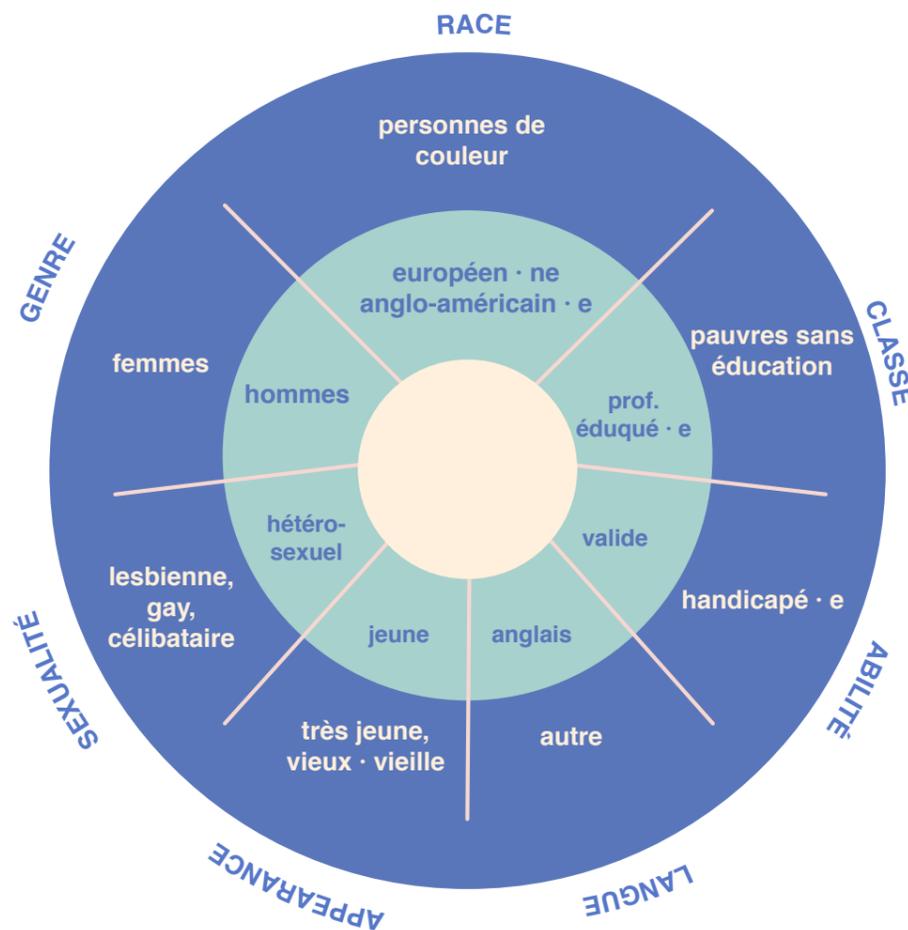


Figure 1 : La politique de prise de décision  
 (Source: State University of New York. 2010. 'Circle of Oppression'. [http://www.oswego.edu/~prusso1/circle\\_of\\_oppression.htm](http://www.oswego.edu/~prusso1/circle_of_oppression.htm))

## Réflexions 1.1

- Pouvez-vous citer des exemples de sujets sur lesquels vous avez fait campagne et qui nécessitaient de traiter du manque de ressources pour les besoins des femmes et des filles ?
- Quel type d'actions avez-vous menées pour sensibiliser au manque de ressources pour les besoins des femmes et des filles ?
- Quelle a été la réponse de votre gouvernement ?
- Si votre gouvernement n'a pas répondu positivement, pourquoi pensez-vous que cela ait pu être le cas ?

# 1.3

## Qu'est-ce que le néolibéralisme ?

Comme nous l'avons vu, toute décision économique est politique, et les choix sont généralement faits par une petite élite. Au cours des 40 dernières années, une idéologie particulière a dominé tous les aspects de notre existence humaine et en particulier la façon dont nos économies sont conçues : le néolibéralisme. Dans son essence, le néolibéralisme est un projet socio-économique et politique qui place le marché au centre de toutes les interactions humaines, dans la poursuite de la croissance économique.

Le succès du néolibéralisme

tient en grande partie à sa capacité à passer pour technique et apolitique, alors qu'il est en fait mû par une vision particulière du monde. Le néolibéralisme a exercé une influence considérable sur une grande partie de notre mode de vie, qu'il s'agisse de l'attribution de ressources pour la fourniture de services de santé et d'éducation, de la gestion des ressources naturelles, de l'impact de l'activité humaine sur la planète ou de la façon dont nous interagissons les uns avec les autres.<sup>3</sup> Cette idéologie a fini par dominer la pensée de certaines des institutions mondiales les plus puissantes responsables de la prise de décisions macroéconomiques, à

savoir la Banque mondiale et le

Fonds monétaire international (FMI) (voir rubriques 2.2 et 2.3). Au début des années 1990, l'application de cette idéologie par la Banque mondiale et le FMI a été connue sous le nom de consensus de Washington<sup>4</sup> et, plus récemment, de consensus de Wall Street.<sup>5</sup> Pour beaucoup, cette idéologie a été mise en pratique pour la première fois dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS) et des réductions des dépenses publiques qui en ont découlé et qui ont eu des effets dévastateurs à long terme sur la vie de millions de personnes dans les pays du Sud.

## Encadré 2 : Le néolibéralisme

Le néolibéralisme affirme que la meilleure façon d'assurer le bien-être des gens est de les libérer des « contraintes » de l'intervention de l'État et de s'en remettre au « marché libre », tout en protégeant leur droit à la propriété privée. Ses principales caractéristiques sont les suivantes:

- La recherche de la croissance économique **par l'augmentation du produit intérieur brut (PIB)**
- **Priorisation des solutions basées sur le marché** pour tous les besoins humains
- **Une réduction du rôle de l'État**
- Des services publics **privatisés**
- **Déréglementation** des entreprises
- **Suppression des droits et des salaires des travailleurs**, ainsi que des emplois
- **Réduction des impôts** qui favorisent de manière disproportionnée les sociétés et les riches
- Un accent porté sur la **réduction de l'inflation**
- Promotion du **libre-échange**
- Promotion de l'**investissement direct étranger**
- Une approche centrée sur l'**individu plutôt que sur le collectif**

# 1.4

## Quel est le problème du néolibéralisme ?

Les partisans du néolibéralisme affirment qu'il s'agit du moyen le plus fiable de favoriser la croissance économique et la prospérité partagée. Cependant, ce n'est pas ce que nous voyons. La croissance économique et l'augmentation du PIB n'ont pas profité à tout le monde. Au contraire, on assiste à une augmentation constante des inégalités dans le monde, où 26 personnes possèdent une richesse équivalente à celle de 3,8 milliards de personnes, soit la moitié de la population mondiale.<sup>6</sup>

Les plus pauvres ne bénéficient toujours pas de la « théorie du ruissellement » et, partout où nous allons, le monde semble basculer d'une catastrophe à l'autre ; le néolibéralisme a beaucoup à se reprocher. De la décennie de coupes budgétaires gouvernementales qui a suivi la crise financière de 2008 à la crise climatique actuelle qui a engendré des déplacements et des décès à grande échelle. Tout cela peut être lié à un désir incessant de croissance économique et, la plupart du temps, ce sont les personnes de couleur noire et brune, bon marché et jetables, qui supportent le coût le plus élevé de cette violence.

« Toutes ces atrocités émergent dans le processus de protection et de maintien d'un organisme social qui accumule les richesses et les privilèges autour d'un pôle et la misère, [et] la dégradation... autour d'un autre<sup>7</sup> ». David Harvey a qualifié ce phénomène « d'accumulation par la dépossession<sup>8</sup> » ; un terme qui soutient que l'accumulation de la richesse par une petite élite (comme c'est le cas dans notre système économique mondial actuel) continue de survivre et de se développer en déposant délibérément les autres de leurs droits économiques et de diverses formes de propriété et de pouvoir économique<sup>9</sup>. En pratique, par exemple, cela inclut des choses comme le rejet délibéré du droit du travail, qui permet aux entreprises de supprimer les salaires et les droits des travailleurs, et le niveau élevé des remboursements de la dette internationale, qui gruge les recettes publiques et entraîne une réduction de la fourniture de services publics essentiels comme les soins de santé et l'éducation.

# Fémi nisme et néo libéralisme

### Encadré 3 : Le problème du PIB

Le PIB est utilisé depuis longtemps comme une mesure clé du développement économique dans le monde entier. Son pourcentage d'augmentation est considéré comme un marqueur de progrès et des décisions critiques sont prises sur la manière d'allouer les ressources afin d'assurer son augmentation.

Le PIB mesure la valeur monétaire totale de tous les biens et services produits dans un pays. En tant que tel, il ne prend pas en considération les contributions non monétaires à l'économie, telles que le travail de soins non rémunéré, largement effectué par les femmes, et sous-évalue la production au sein de l'économie informelle.

Plus fondamentalement, les féministes lui reprochent également de mesurer le progrès en fonction de la croissance économique, plutôt que du bien-être ou de la durabilité.

### ENCADRÉ 4 : Qu'est-ce que le féminisme?

Il n'y a pas de définition unique du féminisme, mais il y a plutôt des féminismes. D'une manière générale, le féminisme peut être compris comme une analyse et une stratégie visant à démanteler le pouvoir patriarcal et les diverses autres formes de pouvoir avec lesquelles il interagit, notamment (mais pas uniquement) la race, la classe, la caste, l'ethnicité, la sexualité, l'identité religieuse, l'impérialisme, le handicap, l'âge, etc.

### Qu'est-ce que le patriarcat?

Le patriarcat est un système de pouvoir socialement établi qui privilégie les hommes et subordonne les femmes ainsi que les personnes non conformes au genre dans la vie privée et publique.

Le patriarcat valorise également la masculinité (affirmation de soi, domination, compétition) par rapport à la féminité (soins, communauté, compassion, tolérance), ce qui détermine ensuite les approches de la politique économique qui sont considérées comme rigoureuses et acceptables.

**L**e néolibéralisme est fondamentalement incompatible avec les idéaux féministes.

En tant que stratégie visant à démanteler le pouvoir patriarcal et d'autres systèmes de domination, le féminisme ne peut être concrétisé dans le cadre du néolibéralisme qui s'appuie sur l'inégalité et l'exploitation de toutes natures pour se maintenir. Si les effets du néolibéralisme peuvent sembler différents selon les régions du monde, l'oppression fondamentale reste la même et lie les expériences des gens dans le monde entier.

## Le rôle de l'État dans la réalisation de la redistribution et d'autres objectifs sociaux

Les féministes ont souligné qu'un système économique qui exige une réduction du rôle de l'État, favorise les solutions axées sur le marché et privatise les services publics a des conséquences négatives notables pour les femmes. En raison de la division sexuelle du travail et des normes sociales liées au genre, les femmes gagnent moins d'argent que les hommes. En conséquence, elles sont moins susceptibles de pouvoir se payer des substituts du marché pour tous leurs besoins fondamentaux comme les soins de santé et l'éducation, tout en ayant des responsabilités non rémunérées disproportionnées liées aux soins.

Dans le même temps, l'accent mis par le néolibéralisme sur la

Il convient également de souligner que, historiquement, le sexisme et le racisme ont été au cœur des stratégies de croissance économique et de profit. Depuis la traite transatlantique des esclaves, les immenses fortunes financières de l'Occident ont été bâties en utilisant le travail non rémunéré des Noirs sur une période de plus de 300 ans. Ces relations d'exploitation se poursuivent aujourd'hui sous une forme légèrement différente entre l'Occident et ses anciennes colonies. En outre, le travail non rémunéré des femmes au sein

suppression des lois du travail et des salaires a un impact direct sur les revenus déjà faibles de nombreuses femmes et sur les protections limitées sur leur lieu de travail ; c'est particulièrement le cas dans de nombreux pays du Sud.

L'une des hypothèses clés du néolibéralisme est que les « forces du marché » sont le meilleur moyen de distribuer les ressources. Cela ne tient pas compte des siècles d'inégalités historiques en matière de ressources et de pouvoir, qui empêchent tout le monde de faire des choix libres. Le marché étant déjà faussé en faveur de ceux qui disposent de ressources, l'intervention des pouvoirs publics est indispensable pour le rééquilibrer.

du ménage a été absolument vital pour les fortunes qui ont été, et continuent d'être, générées dans l'économie.

En outre, un système économique qui pousse la planète au-delà de ses limites et impose la destruction d'écosystèmes entiers pour survivre et atteindre les objectifs de PIB n'est pas conforme à une approche féministe. En outre, un système économique qui continue d'ignorer les contributions non rémunérées des femmes au sein du ménage est aussi un système intrinsèquement misogyne.<sup>10</sup>

## Comprendre l'économie de la reproduction

L'une des nombreuses critiques féministes du néolibéralisme et des autres politiques macroéconomiques conventionnelles est qu'elles ne reconnaissent que la contribution du travail rémunéré (ou productif) à l'économie. De vastes quantités de soins non rémunérés et de travail domestique, en grande majorité effectués par des femmes, sont invisibles. Pourtant, ce travail est à la base de l'économie et de la société, fournissant des soins de santé et des services sociaux là où ils sont nécessaires, nourrissant la main-d'œuvre actuelle et formant les futurs travailleurs. Si ce travail n'était pas fourni gratuitement, les gouvernements devraient augmenter considérablement le montant qu'ils consacrent aux services publics, sans

quoi l'économie sombrerait dans l'immobilisme. En période d'austérité, les gouvernements ont pu réduire les dépenses publiques en ajoutant de plus en plus de pression sur les femmes qui effectuent ce travail de soins. En reconnaissance de l'importance de ce travail, certaines économistes féministes l'appellent « l'économie de la reproduction ». Pour montrer à quel point l'économie de la procréation est essentielle au fonctionnement de toutes les sociétés du monde, sa valeur monétaire a été estimée à environ 10 000 milliards de dollars par an, soit 13 % du PIB mondial total.<sup>11</sup>

La reconnaissance de la contribution du travail de soins non rémunéré est essentielle à une bonne économie. Le volume du travail de soins non rémunéré et non reconnu que la plupart des femmes effectuent constitue un obstacle à leur bien-être et à leur activité économique. Mais cette sous-évaluation du travail de soin, souvent considéré comme « naturel » pour les femmes, a également un effet d'entraînement sur le travail de soin rémunéré, comme les soins infirmiers et la garde d'enfants, qui ne dispose pas de ressources suffisantes et qui est mal payé. Le plus important est peut-être qu'elle conduit à une mauvaise élaboration des politiques économiques, où les coûts réels des réductions des services publics ne sont pas reconnus et où la valeur des investissements dans les infrastructures sociales est ignorée.

## Une critique fondée sur les droits

L'économie néolibérale a également été critiquée pour la manière dont elle sape la capacité des gouvernements à respecter les droits humains. La réduction du rôle de l'État et la diminution des recettes fiscales ont eu un impact direct sur les droits économiques et sociaux des femmes, tels que définis dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Il comprend le droit à des salaires équitables, à des conditions de travail sûres, à des avantages sociaux et à la possibilité de former des syndicats, autant de droits qui font l'objet d'attaques considérables dans le cadre de l'économie néolibérale qui prône la déréglementation des entreprises et la limitation des droits des travailleurs.

Le concept de « ressources maximales disponibles » (MAR) tel qu'énoncé dans le (PIDESC), article 2.1 stipule:

« Chacun des États parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte

par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives ».<sup>12</sup>

## La poursuite de la croissance économique avant les objectifs sociaux

L'une des critiques les plus fondamentales de l'économie néolibérale est qu'elle place la croissance économique au-dessus des objectifs sociaux et environnementaux, au lieu de reconnaître que l'activité économique doit être au service d'aspirations plus larges. La focalisation étroite sur le PIB comme mesure du progrès a contribué à cette obsession de la croissance économique comme objectif plutôt que comme moyen.





## rubrique deux

### CARTOGRAPHIE DES INSTITUTIONS DE LA (MAUVAISE) GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE



**C**omment le néolibéralisme est-il devenu si persuasif malgré tous ses défauts ? Il est clair que les gouvernements nationaux doivent assumer une certaine responsabilité, mais ils sont souvent limités dans leur élaboration de politiques par un réseau d'organisations internationales. Actuellement, une petite poignée d'institutions et de processus à huis clos régissent et prennent des décisions sur pratiquement toutes les politiques économiques au niveau macro. Collectivement, ils ont une influence considérable sur le maintien de l'ordre économique mondial actuel.

En associant des conditions politiques aux aides et aux prêts, en insérant des clauses dommageables dans les traités de commerce et d'investissement ou tout simplement en critiquant ouvertement les gouvernements qui ne s'y conforment pas, ces institutions ont perpétué les principes clés du néolibéralisme (voir encadré 2). De plus, l'économie néolibérale est devenue le courant dominant de l'économie dans le monde, et elle domine la pensée et l'enseignement dans les principales institutions universitaires et les principaux groupes de réflexion qui élaborent et informent la politique économique mondiale.

La figure 2 permet d'illustrer certaines des principales institutions qui jouent un rôle central dans l'élaboration de la politique économique mondiale au niveau macro et de comprendre pourquoi elles sont importantes pour les défenseurs des droits des femmes. Ensuite, dans la rubrique 2.1, nous examinons deux des institutions financières internationales les plus influentes, la Banque mondiale et le FMI, et dans la rubrique 2.2, nous étudions l'influence croissante des sociétés transnationales (STN) dans la prise de décision économique mondiale.



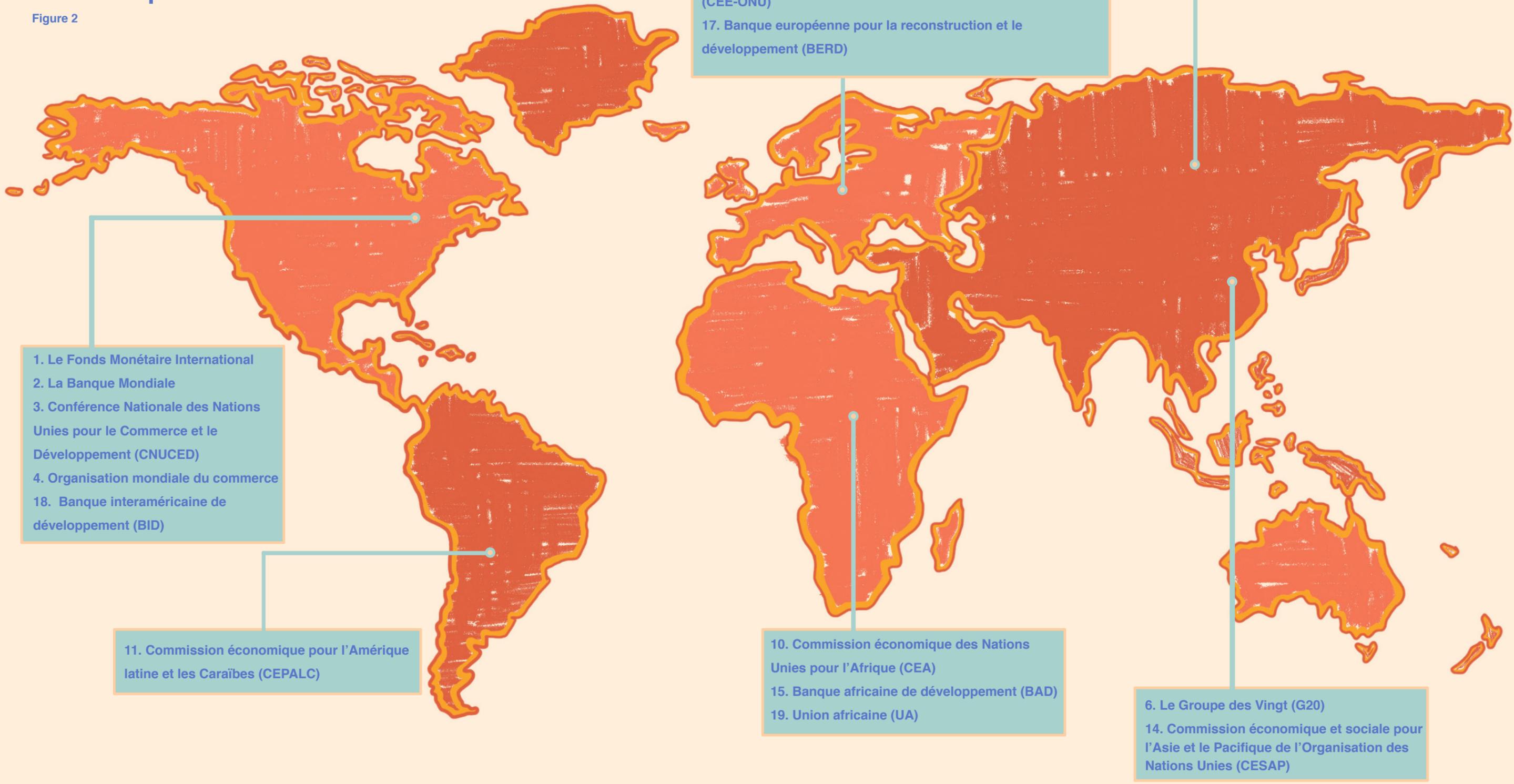
#### Réflexions 2.0

Quelles sont vos observations sur l'emplacement géographique de ces institutions, sur la vision du monde et les connaissances de qui sont-elles privilégiées ?

Nombre de ces institutions ont pour priorité les questions d'égalité des sexes, mais les abordent-elles de la bonne manière ?

# Cartographie des institutions de la (mauvaise) gouvernance économique mondiale

Figure 2



1		<b>Le Fonds Monétaire International</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une institution financière internationale dont l'objectif est de favoriser la coopération monétaire mondiale et la stabilité entre les pays du monde (voir rubrique 2.2).</li> </ul>
2		<b>La Banque Mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une institution financière internationale qui fournit des prêts et des subventions aux gouvernements des pays pauvres dans le but de poursuivre des projets spécifiques (voir rubrique 2.3).</li> </ul>

## Institutions des Nations Unies

3		<b>Conférence Nationale des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créée en 1964, en réponse directe aux préoccupations des pays en développement concernant l'état inéquitable du système international et la grande disparité entre les nations développées et en développement.</li> <li>• Son objectif principal est de maximiser les opportunités de commerce, d'investissement et de développement des pays en développement et de les aider dans leurs efforts pour s'intégrer à l'économie mondiale sur une base équitable. C'est l'une des rares institutions des Nations Unies qui mène des recherches audacieuses en dehors de l'économie orthodoxe.</li> </ul>
---	---	---	--

## Autres décideurs économiques mondiaux

4		<b>Organisation mondiale du commerce</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une organisation intergouvernementale qui s'occupe de la régulation du commerce international entre les nations.</li> </ul>
5		<b>Le Groupe des Sept (G7)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Est composé des dirigeants élus du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis, les sept plus grandes « économies avancées » du monde, qui représentent collectivement plus de la moitié de la richesse nette mondiale.</li> <li>• Le groupe se réunit chaque année dans un pays différent pour discuter des grandes questions internationales telles que l'emploi, le changement climatique, la santé et l'émancipation des femmes : essentiellement dans l'optique de renforcer la croissance économique mondiale.</li> <li>• Bien que le G7 ne soit pas mandaté pour prendre des décisions juridiquement contraignantes, ses discussions influencent le processus décisionnel mondial. Le Women 7 (W7) rassemble des organisations de la société civile des pays du G7 et des pays en développement pour veiller à ce que l'égalité des sexes et les droits des femmes restent fermement inscrits à l'ordre du jour du G7 et fassent partie de la déclaration des dirigeants chaque année.</li> </ul>
6		<b>Le Groupe des Vingt (G20)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un forum international informel réunissant les gouvernements et les gouverneurs des banques centrales de 19 des économies les plus riches et les plus « avancées » du monde, ainsi que l'Union européenne. Ensemble, ils représentent les 2/3 de la population mondiale, avec une représentation des pays du Sud, notamment l'Inde, le Mexique, l'Argentine et l'Afrique du Sud.</li> <li>• Il a été créé en 1999, en partie en réponse aux critiques concernant la représentativité du G7, mais il reste élitiste et antidémocratique.</li> <li>• Le groupe se réunit une ou deux fois par an, souvent aux côtés d'institutions multilatérales, et fait office de principal conseil économique pour les 19 pays du G20. Il se concentre principalement sur des questions allant du climat au commerce, en passant par la santé et l'autonomisation des femmes, mais il est surtout guidé par un impératif de croissance économique.</li> <li>• Le groupe Women 20 (W20), similaire au W7, veille à ce que les questions relatives aux droits des femmes et à l'égalité des sexes restent au centre des travaux du G20, en mettant l'accent sur des questions telles que les soins non rémunérés.</li> </ul>
7		<b>Forum économique mondial (FEM)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le FEM donne le ton mondial sur les questions clés au début de chaque année lorsqu'il se réunit en janvier à Davos, en Suisse. Il s'agit d'une rencontre sur invitation seulement, à laquelle participent presque exclusivement les personnes les plus riches et les plus puissantes du monde.</li> <li>• Le Forum s'est donné pour mission d'améliorer l'état du monde en faisant appel à des leaders de renom issus du monde des affaires, de la politique et de l'université, afin d'élaborer des programmes mondiaux, régionaux et industriels dans des domaines tels que la santé, l'égalité des sexes, le changement climatique, le financement du développement, la technologie et l'éducation.</li> <li>• Parmi les critiques formulées à son encontre, on peut citer le fait qu'il favorise les intérêts des entreprises, qu'il manque de légitimité ou de responsabilité et qu'il s'agit d'un processus qui a été accaparé par les élites.</li> <li>• En général, les activistes des droits des femmes ne peuvent pas participer au FEM en raison du coût de la participation<sup>13</sup> qui peut atteindre des centaines de milliers de dollars.</li> </ul>
8		<b>Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une organisation économique intergouvernementale avec 36 pays membres (incluant des non-européens mais tous sont des pays développés). Elle a été créée après la Seconde Guerre mondiale pour reconstruire l'Europe et aider ses gouvernements à reconnaître leur interdépendance économique.</li> <li>• Son objectif est de stimuler le progrès économique et le commerce mondial. Ses membres s'efforcent de trouver des solutions fondées sur des données factuelles à toute une série de défis socio-économiques et environnementaux mondiaux en recherchant des réponses à des problèmes communs, en identifiant les bonnes pratiques et en coordonnant les politiques nationales et internationales de ses membres.</li> <li>• Elle exerce un leadership mondial et élabore des politiques sur toute une série de questions, notamment le développement, la corruption, la finance, l'investissement, la fiscalité, les échanges et la réforme de la réglementation. Son programme sur l'égalité des sexes étudie les obstacles à l'égalité des sexes dans l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat, mais fournit rarement une analyse liée au genre de ses travaux macroéconomiques.</li> </ul>



**Nouvelle Banque de Développement (anciennement Banque de Développement des BRICS)**

- Banque multilatérale de développement fondée en 2014 par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS).
- Établie en tant que concurrente des prêteurs occidentaux bien connus tels que la Banque mondiale et le FMI, elle met l'accent sur le développement durable plutôt que sur la réduction de la pauvreté. Cependant, son portefeuille est beaucoup plus restreint et ses seuls membres sont les cinq pays fondateurs.
- Principalement axée sur l'octroi de prêts pour des projets d'infrastructure physique.
- Actuellement, sa stratégie quinquennale la plus récente (2017-2022) ne comporte aucun engagement en matière d'égalité entre les sexes<sup>14</sup> et la société civile l'a vivement critiquée pour son manque de transparence et d'opportunités d'engagement pendant et avant ses forums de la société civile des BRICS.

**Commissions économiques des Nations Unies**



**Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)**



**Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)**



**Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU)**



**Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)**



**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation des Nations Unies (CESAP)**

- Ces commissions sont les avant-postes régionaux de l'ONU et visent à favoriser l'intégration économique régionale ainsi qu'à promouvoir et à mettre en œuvre les objectifs de l'ONU convenus au niveau international.
- Les cinq commissions économiques régionales ont des niveaux variables de pertinence et d'influence en ce qui concerne le développement de l'analyse économique, mais le travail produit est rarement original ou différent par rapport aux autres institutions financières régionales ou internationales qui promeuvent l'économie néolibérale.
- La CEA, par exemple, a toujours mis en évidence le déficit commercial de l'Afrique dû aux flux financiers illicites (IFF). Cependant, elle favorise également simultanément la libéralisation des échanges.
- À l'exception de la CEPALC, il est très difficile de fournir une analyse économique uniforme dans les contextes très hétérogènes qu'ils couvrent.

**Banques régionales de développement**



**Banque africaine de développement (BAD)**



**Banque asiatique de développement (BAD)**



**Banque africaine de développement (BAD)**



**Banque inter-américaine de développement (BAD)**

- Les banques régionales de développement (BRD) sont des institutions financières multilatérales qui fournissent une assistance financière et technique pour le développement des pays à revenu faible ou intermédiaire de leur région. Elles sont détenues par les gouvernements membres : pays régionaux et non régionaux. Les États-Unis sont membres de toutes les BRD.
- En général, le financement est assuré par des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions pour toute une série de projets différents, mais les BRD produisent également des recherches et des connaissances sur toute une série de questions, y compris sur la macroéconomie.
- Bien que toutes les BRD se soient engagées publiquement en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ces engagements n'ont pas été pris en compte dans leur analyse macroéconomique.



**Union africaine (UA)**

- Une union continentale composée de 55 pays africains.
- Le prédécesseur de l'UA, l'Organisation de l'unité africaine, a été la première institution continentale africaine après l'indépendance, fondée sur une vision panafricaine dépassant le colonialisme et l'apartheid.
- La création de l'UA en 2002 visait à recentrer les travaux de l'institution sur l'intégration économique mondiale et à stimuler sa croissance économique et son développement. Si l'UA a surtout eu tendance à faire progresser l'économie néolibérale orthodoxe, elle a également pris la tête de processus décisifs tels que le Groupe de haut niveau sur les FFI en 2015, qui a constaté que le continent perdait environ 50 milliards de dollars chaque année en raison de pratiques fiscales mondiales déloyales.

## Institutions de Bretton Woods

Après la Seconde Guerre mondiale, une conférence tenue à Bretton Woods, aux États-Unis, a posé les bases de deux organisations qui ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la politique macroéconomique mondiale.

### Le Fonds Monétaire International

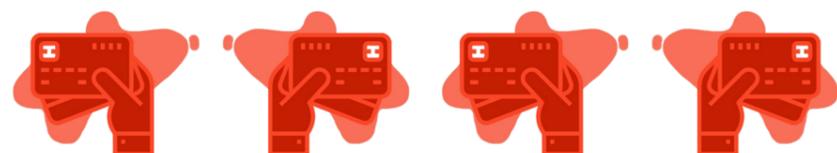
Le FMI est une institution de prêt qui accorde des prêts aux pays lourdement endettés et sans autre option. En échange de ces prêts, les gouvernements bénéficiaires doivent accepter certaines conditions, censées améliorer leurs performances économiques. Ces conditions comprennent un grand nombre des principes clés du néolibéralisme (voir encadré 1), tels que la privatisation des services publics, la réduction des emplois et des salaires dans le secteur public, la réduction des filets de sécurité sociale, ainsi que la limitation des droits du travail ; toutes ces mesures ont eu un impact négatif sur les femmes en situation de pauvreté en particulier. Depuis les années 1980, les militants des droits des femmes protestent contre ces conditions

(communément appelées alors PAS) et les graves conséquences qu'elles ont sur la vie des femmes dans les pays du Sud.

Si les PAS ont disparu en théorie, le FMI continue d'insister sur un grand nombre de recommandations du même type, notamment dans ses rapports au titre de l'article IV, qui fournissent des conseils macroéconomiques spécifiques à chaque pays. Ces rapports ont une grande influence sur les décisions de politique nationale, tout comme l'assistance technique que le FMI fournit pour aider et former les pays à élaborer leurs politiques économiques au niveau macro et à renforcer les capacités de leur secteur public. Le FMI s'intéresse particulièrement aux questions

thématiques qu'il juge « macro-critiques », c'est-à-dire celles qui influencent les principaux indicateurs économiques tels que le PIB et l'emploi.

Depuis 2015, le FMI n'hésite pas à affirmer son engagement en faveur de l'égalité des sexes, qu'il considère comme un enjeu macro-critique<sup>15</sup>. Cependant, son approche se concentre sur des changements à petite échelle sur des questions telles que l'offre de services de garde d'enfants et n'aborde toujours pas la manière dont ses conseils économiques aux gouvernements encouragent les politiques qui perpétuent les inégalités entre les sexes.



## La Banque Mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est composé de cinq organisations publiques internationales qui prêtent de l'argent et accordent des subventions aux pays en développement pour des projets de développement spécifiques. Elle a deux objectifs principaux : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Cependant, les critiques se demandent si son travail réduit, ou exacerbe plutôt, la pauvreté et les inégalités.

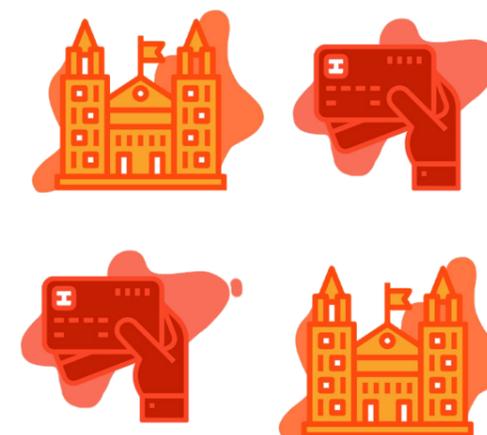
Bien que la Banque mondiale n'ait pas, comme le FMI, un rôle formel de conseil en matière de politique macroéconomique, elle influence la prise de décision économique au niveau macroéconomique, notamment en façonnant le climat d'investissement des pays en développement. L'un des principaux moyens d'y parvenir est son programme phare, le Doing Business Report<sup>16</sup> (DBR), qui classe les pays en fonction de la qualité de leur environnement commercial. Le DBR est une publication très influente, souvent utilisée comme outil par les investisseurs pour juger de l'environnement des affaires d'un pays. Le DBR a été fortement critiqué par les groupes de la société civile pour sa méthodologie défectueuse dans la détermination de ce qui constitue un environnement favorable aux entreprises, favorisant par exemple la déréglementation du travail et l'affaiblissement des droits des travailleurs. Il continue également d'accorder un classement favorable aux pays qui privilégient les réformes néolibérales telles que la réduction des impôts et la déréglementation, ainsi qu'à ceux qui disposent d'une législation du travail limitée (voir encadré 1) qui, comme nous l'avons vu au point 1.4, a un impact négatif sur les femmes. Cette perspective



continue d'ancrer l'idée que le fait de saper des questions telles que les droits des travailleurs est propice à un environnement commercial favorable.

En 2015, la Banque mondiale a publié sa toute première stratégie sur le genre<sup>17</sup>. Or la stratégie a été critiquée pour avoir adopté une approche très instrumentaliste du rôle des femmes dans l'économie. En effet, elle se concentre principalement sur ce que les femmes peuvent apporter à la croissance économique et donne la priorité aux réformes microéconomiques plutôt qu'aux obstacles structurels à l'égalité des sexes.

La Banque mondiale est également une source de connaissances très influente. Elle fournit des conseils politiques, des recherches et une assistance technique aux pays en développement sur toute une série de questions macroéconomiques. Cependant, en étant à la fois un organisme de prêt et un fournisseur de conseils politiques, elle a été critiquée pour avoir favorisé un style de développement particulier en faveur de certains de ses pays membres.



## Gouvernance et idéologie du FMI et de la Banque mondiale

Les deux institutions ont un conseil d'administration, basé à Washington DC, qui joue un rôle clé dans la gestion des opérations du personnel. Une petite poignée de nations riches, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon, détient le monopole de la prise de décision et, dans le cas du FMI, chacune des nations les plus riches a un directeur, tandis que deux directeurs seulement représentent l'ensemble de la région de l'Afrique subsaharienne.<sup>18</sup> En outre, le président de la Banque mondiale vient traditionnellement des États-Unis, tandis que le directeur général du FMI est européen. Ce « gentleman's agreement » tacite est resté en place depuis la création des Institutions de Bretton Woods.

Les pays du Nord contrôlent toujours une part largement disproportionnée du pouvoir de vote au sein de la Banque

mondiale et du FMI, le pouvoir de vote étant réparti en fonction des pays qui contribuent le plus financièrement. Les pays du Sud, qui compte environ 85 % de la population mondiale, dispose de moins de 50 % des voix. En d'autres termes, même si la grande majorité du monde votait pour changer la politique de la Banque mondiale et du FMI, elle ne serait pas en mesure de le faire. L'anthropologue social et économiste Jason Hickel appelle cela « l'apartheid dans le système de gouvernance mondiale ».<sup>19</sup> Malgré les tentatives de la Banque mondiale et du FMI d'aborder les questions d'inégalité entre les sexes, tous deux n'ont pas été en mesure de travailler de manière significative sur cet agenda. Leur conception du fonctionnement de l'économie fait qu'ils ne reconnaissent pas l'importance de problèmes structurels tels que la charge non rémunérée des femmes, qu'ils continuent à donner la priorité à la privatisation

de services publics essentiels et à restreindre le droit du travail dans le cadre des conditions de leurs offres de prêts et des connaissances qu'ils produisent, ce qui a une influence mondiale considérable.

Pour les défenseurs des droits des femmes, au niveau national, le premier point de contact avec la Banque mondiale et le FMI est le représentant national de la Banque mondiale et les [bureaux des représentants résidents](#) du FMI.<sup>20</sup>



### Réflexions 2.1

Vous pouvez trouver le dernier rapport Article V de votre pays ici : <https://www.imf.org/external/np/sec/aiv/index.aspx>

Comment certaines des principales recommandations politiques correspondent-elles aux caractéristiques clés du néolibéralisme (décrites dans l'encadré 2) et quel effet ont-elles dans votre pays ?

## 2.2

### La montée en puissance des entreprises dans la prise de décision macroéconomique

Moins facile à cartographier, mais de plus en plus importante, l'influence croissante des STN sur la prise de décision économique dans les forums internationaux comme l'ONU. Ce phénomène peut être compris comme le pouvoir des entreprises.<sup>21</sup> La nécessité d'un financement nettement plus important pour réaliser l'Agenda 2030 a fourni une couverture parfaite aux STN pour qu'elles soient rebaptisées « partenaires » dans le processus de développement, sans reconnaître le conflit d'intérêt que leur motif de profit crée, ni les dommages qu'elles ont causés aux communautés locales pendant des décennies. En tant que « partenaires », ils ont obtenu des sièges à la table des espaces de l'ONU aux côtés d'organisations de la société civile beaucoup moins puissantes, et ils dominent rapidement.<sup>22</sup> Par exemple, le cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques (FENSA)<sup>23</sup> de l'Organisation mondiale de la santé inclut explicitement les entités du secteur privé au même titre que les organisations non gouvernementales, permettant ainsi aux intérêts personnels des entreprises d'influencer les processus de santé.<sup>24</sup>

Il n'est pas surprenant que ce nouveau rôle à la table des négociations ait contribué à la prise de décisions favorisant les intérêts des entreprises. Le programme d'action d'Addis-Abeba (AAAA) en 2015 a été particulièrement important pour justifier le rôle des entreprises dans la réalisation des objectifs de développement.<sup>25</sup> La Banque mondiale et le FMI n'ont pas assumé la responsabilité de leurs années de politiques néolibérales qui ont érodé les capacités des gouvernements à lever des impôts et à fournir des services publics, et utilisent au contraire cette érosion délibérée des capacités gouvernementales pour justifier l'ouverture des

portes aux STN. À tel point que l'approche « Maximiser les revenus pour le développement » de la Banque mondiale cherche explicitement à promouvoir le financement privé par rapport au financement public.<sup>26</sup> Pour aggraver la situation, les gouvernements sont alors censés fournir des incitations aux investisseurs étrangers afin de les inciter à investir.

La manière dont cela se produit dans la pratique est de plus en plus évidente. Les gouvernements sont déjà persuadés d'offrir des incitations ou des taux d'imposition préférentiels afin d'attirer les investisseurs étrangers, ce qui réduit encore les caisses de l'État (voir rubrique 3.2). Plus récemment, l'influence des entreprises sur les économies nationales a été renforcée par les PPP, la financiarisation et, peut-être le plus flagrant de tous, les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (voir rubrique 3.3).

La solution réside en partie dans une réglementation étatique et internationale beaucoup plus forte et juridiquement contraignante des STN, comme le réclame la coalition Feminist 4 a Binding Treaty (voir rubrique 3.3).



## 3.1

### Décomposer la macroéconomie

Comme nous l'avons vu dans les rubriques précédentes, les choix concernant la macroéconomie sont faits sur la base d'une idéologie particulière concernant la finalité de l'économie et les intérêts qu'elle sert. Toutefois, grâce à une série d'interventions très délibérées dans les rouages de l'économie, la politique macroéconomique peut également être utilisée par les gouvernements pour mieux répondre aux besoins de leurs habitants, en particulier les femmes et les personnes vivant en marge de la société. En outre, les gouvernements peuvent également jouer un rôle plus actif dans la manière dont l'économie est façonnée, par le biais de ce que l'on appelle souvent des stratégies de développement national ou des stratégies industrielles, au-delà de l'accent traditionnel mis sur la croissance, l'inflation et le chômage.

Pour pouvoir plaider en faveur de ces politiques alternatives, il est d'abord important de comprendre ce qu'est la macroéconomie.

#### Boîte à outils du macroéconomiste

Lorsque le moment est venu pour les gouvernements de s'engager dans la prise de décision économique, ils disposent d'une variété d'outils pour soutenir la promotion de l'égalité des sexes. Stéphanie Seguino appelle cela « la boîte à outils du macroéconomiste<sup>27</sup> ». Ces outils sont issus de la recherche féministe en macroéconomie, qui cherche à remettre en question la façon actuelle de penser l'économie (voir rubrique 4).

Ces outils déterminent les taux d'imposition, l'allocation des ressources pour les services publics vitaux tels que les écoles et les hôpitaux et la manière dont les soins sont dispensés, autant d'éléments qui ont des répercussions importantes

pour les femmes, quel que soit leur revenu. Ces outils peuvent être utilisés par les gouvernements nationaux, même si des institutions comme la Banque mondiale et le FMI en limitent souvent l'usage en raison des conditions qu'elles imposent à leurs prêts (voir rubriques 2.2 et 2.3). Cependant, s'ils sont utilisés à bon escient, ils pourraient contribuer à faire progresser l'égalité (des genres) et les droits des femmes.

#### Encadré 5 : Micro, macro et méso-économie : quelle différence ?

La **microéconomie** s'intéresse à la relation entre les marchés individuels et l'économie au sens large. Elle couvre des aspects tels que le comportement des consommateurs, l'offre et la demande de biens et la main-d'œuvre dans certains secteurs.

La **macroéconomie** examine l'ensemble de l'économie aux niveaux national, régional et international. En particulier, elle examine des facteurs tels que :

- Croissance économique et PIB
- Inflation, taux d'intérêt et taux de change
- Emprunts publics, fiscalité et dépenses budgétaires
- Emplois

La **méso-économie** est une idée relativement nouvelle, mais elle soutient qu'il existe des structures importantes en jeu qui ne sont pas suffisamment reflétées dans la micro ou la macroéconomie, mais qui les affectent directement et doivent être décrites et mesurées différemment. Le ménage et les rôles distincts des femmes au sein de celle-ci sont des exemples d'institutions qui se croisent avec l'économie.

**Figure 3 : Boîte à outils du macroéconomiste**  
(adapté de Seguino 2016)

### POLITIQUES ANTICYCLIQUES:

Pour favoriser la stabilité économique, les politiques économiques peuvent stimuler l'économie pendant un ralentissement et la freiner pendant une période de croissance rapide. En recourant à la politique budgétaire, les gouvernements peuvent augmenter la quantité d'argent dont ils disposent en période d'expansion, puis y puiser en période de ralentissement économique, un peu comme les ménages essaient de gérer leur épargne. La politique monétaire peut également être utilisée pour augmenter l'offre de crédit, et donc la demande, en période de ralentissement économique, au lieu de se concentrer sur la maîtrise de l'inflation. L'instabilité économique a un impact disproportionné sur les femmes, qui sont plus susceptibles de perdre leur emploi au moment même où leur travail de soins non rémunéré augmente en raison de la réduction des services, de la baisse des revenus des ménages et de la hausse des prix.

### POLITIQUE MONÉTAIRE:

La politique monétaire peut être utilisée pour influencer les taux d'intérêt et contrôler l'offre de fonds et de crédit. Les choix de politique monétaire se concentrent souvent trop étroitement sur le taux d'inflation. Par exemple, l'inflation peut être contrôlée en réduisant l'offre de crédit dans le pays, ce qui réduit la demande et ralentit l'activité économique, mais risque d'augmenter le chômage. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'inflation est souvent causée par des facteurs externes, tels que l'augmentation du coût de l'énergie ou des denrées alimentaires, de sorte que la réduction de l'offre de crédit ne fait qu'aggraver le problème, par exemple en provoquant des pertes d'emplois généralisées. La politique monétaire est également utilisée pour réguler les taux de change, les gouvernements peuvent choisir de déprécier la monnaie, ce qui rend les exportations moins chères et profite donc aux grandes entreprises, mais cela rendra aussi les importations, y compris les produits de base, plus chères, ce qui affecte surtout les plus pauvres.

### POLITIQUE BUDGÉTAIRE :

Les politiques budgétaires représentent les choix politiques que font les gouvernements sur la manière de collecter et de dépenser l'argent afin de parvenir à l'égalité des sexes, à la redistribution des revenus et à d'autres objectifs sociaux. Ces politiques déterminent le montant des recettes publiques, principalement par le biais de la fiscalité, de l'emprunt et de l'aide publique au développement ou aide internationale. La manière dont les revenus sont collectés peut également avoir un impact sur l'égalité des sexes. Les politiques budgétaires déterminent également la manière dont les dépenses publiques sont allouées, les dépenses pour les services publics étant particulièrement importantes pour atteindre l'égalité des sexes et les droits des femmes.

### POLITIQUE EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

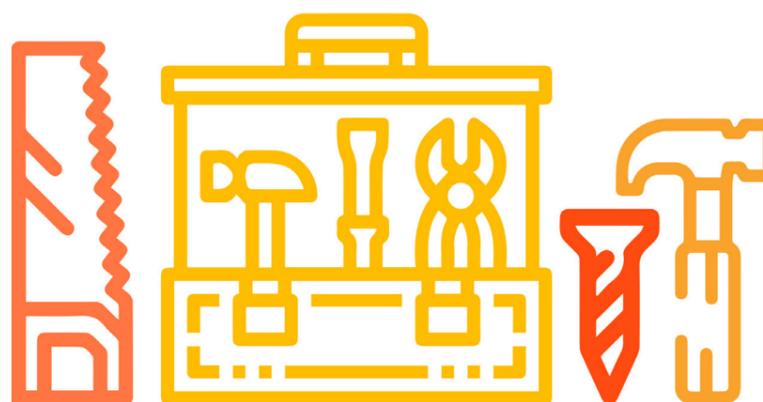
La politique commerciale régit les échanges de biens et de services avec d'autres pays et détermine les niveaux des taxes à l'exportation et à l'importation (tarifs douaniers), les quotas d'importation (restrictions sur la quantité de biens pouvant être importés) et les subventions à l'exportation. L'objectif peut être de réduire le coût des marchandises vendues à l'étranger pour augmenter les ventes, ou de protéger les industries nationales de la concurrence en augmentant le coût des importations. Les accords commerciaux actuels visent à « libéraliser » le commerce en réduisant les droits de douane et les subventions, ce qui profite souvent davantage aux sociétés transnationales qu'aux communautés des pays du Sud.

La politique d'investissement régit les conditions dans lesquelles les entreprises ou les particuliers étrangers peuvent investir dans un pays. Les accords d'investissement actuels donnent de plus en plus de pouvoir aux investisseurs sur les gouvernements et les populations des pays où ils investissent, au lieu de garantir que les investissements profitent aux populations locales.

### STRATÉGIES NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT:

Parfois appelées stratégies industrielles peuvent être utilisées par les gouvernements pour s'assurer que l'activité économique soutient les objectifs sociaux et environnementaux dans un plan intégré pour le pays. Par exemple, un gouvernement peut décider de promouvoir une industrie ou un secteur particulier qui est durable sur le plan environnemental et qui offre un travail décent aux femmes. Il peut alors protéger cette industrie de la concurrence étrangère en utilisant la politique commerciale.

Ensuite, nous examinerons plus en profondeur certains des outils de la boîte à outils du macroéconomiste et la manière dont ils peuvent être utilisés pour faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes.



## 3.2

### Politique Budgétaire

La politique budgétaire comprend les décisions relatives à la collecte des recettes et aux dépenses. « L'espace budgétaire » est l'espace que les gouvernements doivent dépenser tout en restant financièrement viables. La plupart des gouvernements n'utilisent pas pleinement leur marge de manœuvre budgétaire, ils pourraient donc se permettre de lever et de dépenser davantage pour des mesures visant à promouvoir les objectifs sociaux.

### Fiscalité

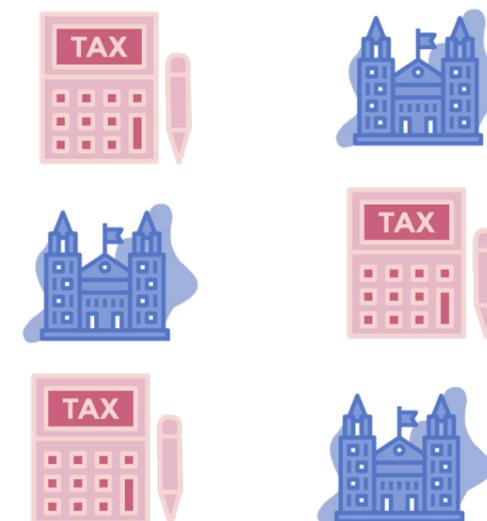
La fiscalité est potentiellement un outil essentiel pour réduire diverses formes d'inégalité, y compris l'égalité des sexes. Compte tenu de la diminution constante de l'aide internationale au développement, l'impôt est l'un des seuls moyens durables, fiables et à long terme de financer les droits des femmes, sans les nombreux liens et contraintes liés à l'aide. Cependant, la manière dont les systèmes fiscaux sont conçus et mis en œuvre a un impact direct sur ceux qui en bénéficient et ceux qu'ils pénalisent injustement. Le terme « imposition progressive » est utilisé pour décrire les systèmes fiscaux qui redistribuent des richesses à ceux qui ont moins de ressources. Les impôts sont répartis entre ceux qui sont directs et indirects.

Les impôts directs, souvent connus sous le nom d'impôts sur le revenu, sont prélevés sur les revenus ou les biens des particuliers et des entreprises et sont versés directement au gouvernement. L'impôt sur les sociétés (IS) a le potentiel de générer un montant considérable de recettes. Cependant, le DBR de la Banque mondiale<sup>28</sup> continue d'appeler à une réduction de l'impôt sur les sociétés afin d'atténuer ce qu'il considère comme des défis pour la création et le fonctionnement des entreprises. En outre, les gouvernements sont encouragés à offrir des avantages fiscaux aux entreprises étrangères pour qu'elles investissent dans le pays (voir la rubrique 3.3 sur les investissements étrangers), ce qui réduit encore les recettes publiques.

Un autre facteur qui entrave les efforts de collecte de revenus est la question des flux financiers illicites (IFF). On estime que la seule Afrique perd jusqu'à 50 milliards de dollars par an en raison de l'évasion fiscale illégale et de l'évasion fiscale socialement inacceptable (mais légale)<sup>29</sup>. C'est le résultat d'une pratique fiscale mondiale dépassée qui, si elle était combattue, pourrait améliorer considérablement les budgets nationaux.

Les impôts indirects sont payés sur certains types de transactions économiques, comme la vente de biens et de services, et sont ensuite transférés au gouvernement en tant que recettes. Comme, par exemple, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la taxe sur les produits et services (TPS). Comme ce coût est supporté par le consommateur au moment de l'achat ou de l'utilisation, ces types de taxes ont un impact différent sur les femmes et les hommes. Les impôts indirects sont prélevés sur des produits de base comme la nourriture, les médicaments et les vêtements. En raison des rôles sexués, les femmes ont tendance à gérer le budget et les achats du ménage et sont donc touchées de manière disproportionnée par ce type de taxes. Les femmes qui travaillent dans le cadre de l'économie informelle, et qui sont soumises à toute une série de taxes locales telles que les licences de colporteurs pour gérer leurs petites entreprises, ne bénéficient d'aucun avantage connexe tel que des congés de maladie ou de maternité ou des protections sociales.

Malgré leurs effets négatifs, les impôts indirects ont la faveur des IFI qui font valoir qu'ils sont faciles à mettre en œuvre dans les pays en développement où l'infrastructure fiscale est faible et qu'ils ne « limitent pas le potentiel d'innovation » des petites entreprises. L'utilisation des impôts indirects est généralement incluse dans un ensemble de conditions de prêt du FMI.



### Encadré 6 : Alternatives

#### Impôt progressif

Un certain nombre de pays africains ont amélioré le mode de perception des impôts et augmenté les incitations à s'y conformer. Au cours de la dernière décennie, la Zambie, le Kenya et la Sierra Leone ont tous réussi à augmenter leurs recettes, avec une hausse correspondante des dépenses sociales<sup>30</sup>. Sur une période de sept ans allant jusqu'en 2005, le Rwanda a réussi à augmenter ses recettes de deux tiers<sup>31</sup>. En 2014, le plaidoyer de la société civile a convaincu le gouvernement kényan d'augmenter le nombre de biens exonérés de TVA<sup>32</sup>. Les femmes d'Asie du Sud ont publié la déclaration de Negumbo, qui appelle notamment à une augmentation des impôts directs progressifs et à une réduction de la charge des impôts indirects<sup>33</sup>.

#### Règles fiscales mondiales

Cependant, des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour cibler les STN dans le cadre de tout effort visant à uniformiser le champ d'action et à alléger la charge de ceux qui sont le moins à même de l'absorber. Un organisme mondial des Nations Unies chargé de la fiscalité contribuerait à garantir que les STN paient leur juste part d'impôts dans les pays où elles opèrent<sup>34</sup>.

#### Comment pouvez-vous y participer?

Groupe de travail Tax and Gender de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale a été créé en 2016 et est composé de défenseurs des droits des femmes du monde entier qui se battent pour un système fiscal international qui fonctionne pour les femmes. Le groupe de travail se réunit virtuellement une fois par mois pour partager les principales mises à jour mondiales, mais aussi pour planifier conjointement et élaborer des stratégies pour les principaux processus mondiaux tels que la Commission sur le statut des femmes et les réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Vous pouvez en savoir plus en cliquant sur ce lien : <https://www.globaltaxjustice.org/en/action/make-taxes-work-for-women>.

Des organisations telles que le Réseau africain pour la justice fiscale (RJNA) et le Forum africain de l'administration fiscale (ATAF) ont également joué un rôle déterminant dans la mise en lumière et la participation aux efforts visant à réduire les IFF sur le continent africain. Pour en savoir plus sur la Conférence panafricaine sur la fiscalité et le financement international des entreprises, consultez le site <https://panconfifftax.net/>.

# Dettes

L'un des autres moyens dont disposent les gouvernements pour augmenter leurs recettes est l'emprunt. Ces emprunts peuvent être nationaux, par l'émission d'obligations d'État, ou « externes ». Traditionnellement, pour les pays du Sud, les emprunts « externes » se font soit de manière bilatérale (auprès d'autres gouvernements), soit de manière multilatérale (par le biais d'institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI). Cependant, de plus en plus, les pays du Sud empruntent auprès de banques et d'entreprises privées à des taux moins préférentiels que ceux des donateurs.<sup>35</sup>

Tous les gouvernements empruntent, donc s'endettent, et les dettes ne sont pas nécessairement une mauvaise chose. Le bien-fondé d'un tel emprunt dépendra à la fois de l'objet de l'emprunt et des conditions de remboursement.



## Il est possible d'emprunter de l'argent pour couvrir les déficits budgétaires nationaux, lorsque les dépenses publiques sont supérieures aux recettes.

Ces prêts destinés au soutien budgétaire sont plus susceptibles d'avoir un impact positif sur l'égalité des sexes lorsqu'ils sont utilisés pour des infrastructures et des dépenses sociales. Les prêts peuvent également être utilisés pour des projets spécifiques. Les gouvernements les ont souvent utilisés pour financer des méga-projets d'infrastructure tels que des routes, des barrages et des ponts. Si ces projets peuvent être bénéfiques pour les femmes, ils ne sont souvent pas conçus en tenant compte de leurs besoins. Les routes sont construites pour relier les entreprises à grande échelle aux ports aériens et maritimes plutôt que pour permettre aux femmes d'accéder aux marchés locaux pour vendre leurs produits, ou pour les relier aux hôpitaux et autres services publics.



## Les dettes contractées auprès de sources officielles (gouvernements donateurs et institutions internationales) telles que la Banque mondiale et le FMI sont généralement des « prêts à taux réduit »

assortis de faibles taux d'intérêt et de périodes de remboursement plus longues, mais elles sont assorties d'un ensemble de conditions (voir rubrique 2.1). Les pays ont souvent un pouvoir et une flexibilité très limités pour négocier de meilleures conditions de remboursement. Les dettes contractées auprès de créanciers privés sont généralement assorties de conditions moins favorables, mais peu de conditions.

## Le service de la dette est le montant que le gouvernement doit rembourser chaque année, y compris les paiements d'intérêts et le remboursement de la dette elle-même.

Les remboursements proviennent de ressources publiques, ce qui réduit les fonds disponibles pour d'autres dépenses publiques. Une « crise de la dette » survient lorsque le service de la dette devient insoutenable.

De manière alarmante, les tendances récentes indiquent une crise de la dette mondiale imminente où les rapports de la Banque mondiale et du FMI de 2019 montrent que sur environ 60 pays à faible revenu, plus de la moitié d'entre eux sont en situation de surendettement ou à haut risque de surendettement.<sup>36</sup>





## Encadré 7 : Alternatives

### Rendre les négociations sur la dette transparentes et démocratiques

La manière dont les dettes sont structurées et les conditions de leur remboursement sont essentielles pour déterminer comment et à quoi elles peuvent être utilisées. Il est donc essentiel que tous les accords de prêt soient transparents et négociés dans un but démocratique afin de garantir que les conditions sont équitables et que les ressources seront utilisées dans l'intérêt public.

### Utiliser l'emprunt pour financer des objectifs sociaux

L'économie néolibérale dissuade les gouvernements de s'endetter dans le cadre du projet de réduction du rôle de l'État, mais les économistes hétérodoxes soutiennent depuis longtemps qu'un financement prudent du déficit peut être un moyen de lisser les cycles économiques.

L'économie conventionnelle soutient également que les gouvernements ne devraient emprunter que pour des infrastructures physiques telles que les routes, car elles augmentent la productivité, ce qui accroît les recettes publiques qu'ils peuvent utiliser pour rembourser les dettes. Plus récemment, une recherche alternative menée par la Confédération internationale des syndicats (ICTU) a démontré que si les gouvernements empruntent pour investir dans les infrastructures sociales (éducation, santé et services de soins sociaux), cela entraînera une augmentation des emplois (avec plus d'emplois pour les femmes qu'en investissant dans d'autres secteurs) et de la productivité du travail.<sup>37</sup> Cela augmente à son tour les recettes fiscales, ce qui permet aux gouvernements de rembourser leurs dettes.<sup>38</sup> De plus, emprunter pour ce type d'investissement permet également d'améliorer l'offre de soins tout en réduisant la charge de travail non rémunéré des femmes, c'est donc une solution où tout le monde est gagnant. L'ICTU et une coalition d'alliés plaident pour l'investissement dans l'infrastructure sociale.<sup>39</sup>

### Restriction du service de la dette pour les dettes illégitimes

Une autre alternative au statu quo est que les gouvernements commencent à se demander si la dette qu'ils doivent est vraiment légitime et doit être remboursée. Le Forum de suivi budgétaire du Mozambique (FMO), un réseau de 21 organisations de la société civile mozambicaine, a fait campagne pour la fin du service de la dette pour des prêts qui ont été négociés en secret avec une banque suisse et qui, selon eux, n'ont pas été utilisés de manière à bénéficier à la population.<sup>40</sup> Le gouvernement mozambicain s'interroge aujourd'hui sur la légitimité de ces prêts et sur l'opportunité de les rembourser.

## Dépenses publiques

L'égalité, sous toutes ses formes, nécessite que les gouvernements jouent un rôle dans la redistribution des ressources. Les choix concernant la manière dont les gouvernements dépensent leurs recettes sont aussi importants que ceux concernant la manière dont les recettes sont collectées. Il s'agit de choix politiques, qui sont souvent influencés par le lobbying d'élites puissantes plutôt que de refléter les besoins de la majorité de la population. Il existe de nombreux exemples dans le monde d'investissements dans des routes servant les besoins des sociétés transnationales plutôt que l'accès des femmes locales aux marchés, des cas de projets de grand prestige pour les dirigeants politiques, ou des dépenses élevées en matière de défense suite à la pression des chefs militaires. De plus en plus, en partie en raison de la financiarisation, il existe également des exemples de dépenses publiques soutenant des investisseurs privés, par exemple par le biais de PPP (voir la rubrique 3.3 sur les investissements étrangers).

Dans le cadre des mesures d'austérité, ou, historiquement, des PAS, les gouvernements réduisent souvent les services publics en premier lieu, car ils sont les plus importants pour ceux qui ont le moins de voix. En outre, il est supposé que le travail non rémunéré des femmes peut supporter la pression lorsque des services tels que les soins de santé et l'éducation sont réduits.

## Encadré 8 : Alternative

### Dépenses en services publics et protection sociale

Donner la priorité aux dépenses dans les services publics transformateurs de genre et à la protection sociale universelle est l'un des meilleurs moyens de promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes. La discrimination économique que subissent les femmes dans le monde entier, y compris la charge disproportionnée des soins non rémunérés, signifie qu'elles sont plus susceptibles de dépendre des services publics tels que la santé, l'éducation et les soins sociaux, et moins en mesure de payer les frais d'utilisation ou de choisir des alternatives privées. De même, le désavantage économique des femmes signifie qu'elles dépendent davantage des initiatives de protection sociale financées par l'État, telles que les indemnités de maladie et de maternité ou les pensions. Cependant, elles sont également moins à même d'accéder aux régimes de protection sociale qui sont souvent subordonnés à des contributions financières antérieures dans le cadre d'un emploi formel.

Les investissements substantiels dans le domaine de la santé au Rwanda ont permis d'améliorer considérablement l'accès des femmes à des soins de santé abordables entre 2005 et 2010, ce qui a entraîné une baisse de la mortalité maternelle.<sup>41</sup> Le gouvernement de Mme Bachelet a augmenté les dépenses consacrées à la garde d'enfants au Chili en 2008, tandis que le gouvernement mexicain a pris une mesure similaire à la même époque pour offrir des services de garde d'enfants aux mères qui travaillent.<sup>42</sup> Certains gouvernements ont également réduit les dépenses dans des domaines moins propices à la réalisation des objectifs sociaux. Dans le passé, les gouvernements du Cambodge, du Costa Rica, de l'île Maurice et du Sri Lanka ont tous réduit les dépenses de défense pour soutenir l'augmentation des dépenses sociales.<sup>43</sup> Une alliance de féministes en Uruguay, Red de Genero y Familia, a travaillé avec les législateurs pour obtenir l'approbation par le gouvernement d'un système national de soins en 2011, reconnaissant l'importance des aidants rémunérés et non rémunérés, et la discrimination dont ils sont victimes.<sup>44</sup>



Les dépenses gouvernementales visant à améliorer les pensions de vieillesse des femmes ont été particulièrement importantes. Aux Philippines, par exemple, les associations de personnes âgées ont fait campagne avec succès pour obtenir du gouvernement de meilleures pensions en 2010.<sup>45</sup>

### Budgétisation favorisant l'égalité entre les sexes

La budgétisation sensible au genre (BSG) offre un ensemble d'outils permettant de s'assurer que les besoins des femmes sont officiellement pris en compte et financés dans le cadre des plans gouvernementaux de collecte et de dépense des recettes. Toutefois, cet outil doit être doté de ressources adéquates et les capacités doivent être renforcées pour qu'il soit réellement efficace. Un certain nombre de gouvernements africains ont tenté d'adopter la BSG, l'Ouganda et le Rwanda offrant les exemples les plus marquants.<sup>46</sup> Par exemple, depuis 2003, le ministère ougandais des Finances et de la Planification économique, en collaboration avec le ministère du Genre, du Travail et du Développement social, s'est fait le champion de l'utilisation de la BSG, avec des signes précurseurs prometteurs d'une mise en œuvre complète dans des secteurs clés comme la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement.<sup>47</sup>



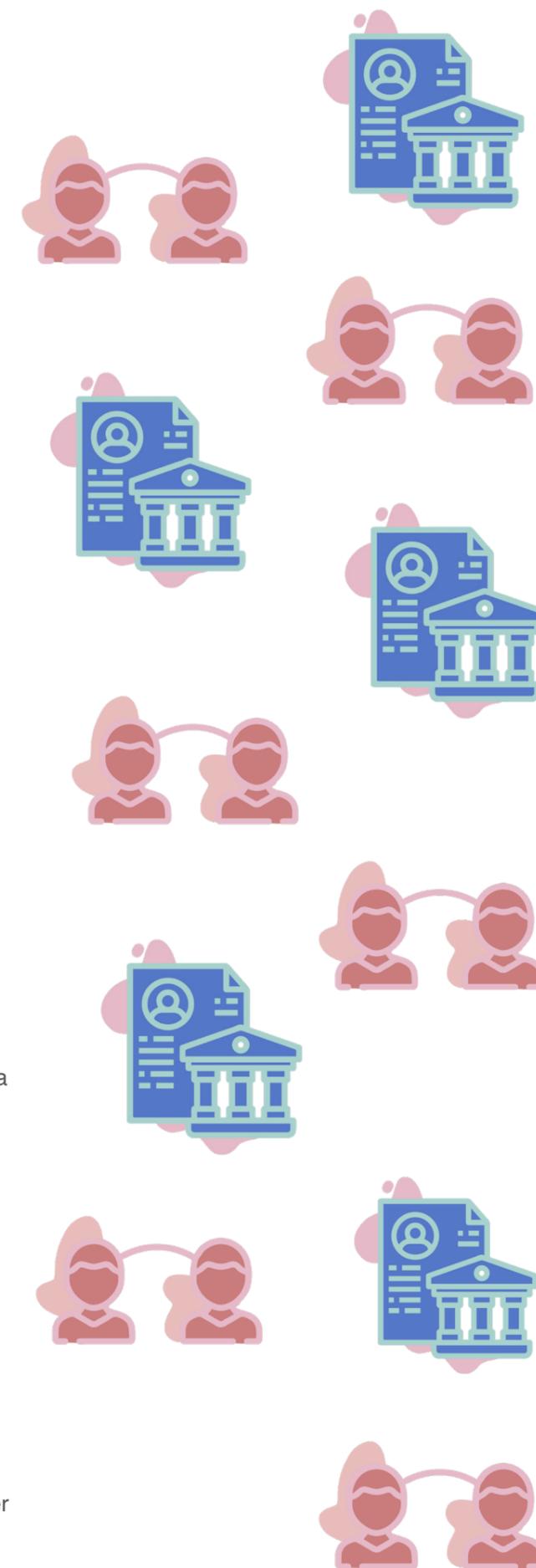
## 3.3

### Politique commerciale et d'investissement

#### Accords de libre-échange

Le libre-échange est l'une des pierres angulaires du néolibéralisme et les pays en développement ont subi une pression croissante pour mettre en œuvre de telles mesures, avec des conséquences considérables pour les budgets nationaux. L'accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) est en passe de devenir la plus grande zone de libre-échange du monde, couvrant plus de 1,2 milliard de personnes. Dans le cadre d'accords commerciaux favorisant le libre-échange, les gouvernements réduisent les taxes commerciales et les droits de douane et suppriment tout autre obstacle au commerce, y compris les réglementations. Cela risque non seulement de créer un nivellement par le bas en termes de réglementation du travail et de protection de l'environnement, mais aussi de réduire les ressources gouvernementales vitales. Les recettes perdues par les taxes commerciales peuvent souvent être difficiles à remplacer pour les gouvernements des pays en développement en raison de leurs faibles capacités à lever des recettes par d'autres formes de taxes.<sup>48</sup> En retour, cela pourrait encourager les gouvernements à recourir à des pratiques régressives de collecte de revenus, comme la mise en place d'impôts indirects tels que la TVA, pour combler ce manque.

Outre la réduction des recettes publiques et l'abaissement des normes du travail, la libéralisation des accords commerciaux peut également avoir un impact négatif sur les femmes qui tentent de gérer des petites entreprises ou de s'engager dans l'agriculture à petite échelle en introduisant la concurrence étrangère. C'est un problème particulier pour l'économie informelle, qui est dominée par les femmes.



## Encadré 9 : Alternatives

### Démocratiser la politique commerciale

Il est difficile pour les gouvernements individuels des pays du Sud de changer unilatéralement les règles du commerce et la plupart des défenseurs concentrent leur énergie sur les accords régionaux ou internationaux. Dans un premier temps, il est important que toutes les négociations commerciales soient transparentes et démocratiques.

Plus fondamentalement, les accords commerciaux ne devraient pas favoriser les intérêts des STN au détriment de la capacité des gouvernements à remplir leurs obligations. Au lieu de cela, la politique commerciale devrait veiller à ce que le commerce aide les gouvernements à atteindre leurs objectifs sociaux en prenant les mesures suivantes :

- Développer les capacités des gouvernements à créer des emplois décents et à fournir un soutien préférentiel aux producteurs locaux, en particulier aux petits producteurs.
- aider les gouvernements à élaborer des politiques favorables aux pauvres et à l'accès à la nourriture
- soutenir la croissance des dépenses publiques dans les services détenus et gérés par l'État
- Assurer l'accès le plus large possible aux médicaments essentiels, aux technologies et aux données et informations, et promouvoir le partage des semences, des ressources.<sup>49</sup>

### Analyses d'impact

Les gouvernements devraient également mener des évaluations d'impact sur le genre et les droits humains afin de s'assurer que les risques et les avantages sont clairs. ONU Femmes a commandé une telle analyse des accords commerciaux africains.<sup>50</sup>

Pour contrer certains des effets néfastes des politiques de libre-échange sur les femmes, les gouvernements peuvent également accorder la préférence aux petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes dans leur politique de marchés publics. Lorsque le commerce est libéralisé, les PME dirigées par des femmes doivent faire face à la concurrence de produits importés bon marché, en plus d'autres obstacles tels que les difficultés d'accès aux prêts, à la formation et aux réseaux d'affaires. Par exemple, le gouvernement kenyan réserve 30 % de ses contrats aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.<sup>51</sup> En outre, les gouvernements peuvent mettre en place des politiques protectionnistes spécifiques, comme celles qui empêchent le dumping de produits étrangers bon marché dans le pays, ce qui obligerait généralement les petites agricultrices à faire une concurrence déloyale à ces importations bon marché.

La Gender and Trade Coalition a été créée par des militantes féministes et progressistes pour proposer une analyse féministe du commerce et plaider pour une politique commerciale équitable. La coalition travaille activement à l'élaboration d'un programme de justice commerciale en renforçant la prise de conscience, les capacités, la recherche et le plaidoyer en faveur d'alternatives politiques qui favorisent un monde plus juste et durable. Ils s'opposent explicitement à la cooptation néolibérale des droits des femmes comme moyen d'ouvrir les marchés et d'étendre un système commercial injuste qui exploite les pays du Sud ainsi que les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier. Vous pouvez en savoir plus sur la Coalition pour le genre et le commerce en cliquant ici : <https://sites.google.com/regionsrefocus.org/gtc>.<sup>52</sup>

## Investissement étranger

Les gouvernements des pays du Sud ont longtemps été encouragés par les donateurs à considérer les investissements étrangers comme un moyen précieux de collecter davantage de ressources, sans que les pièges soient vraiment expliqués. L'investissement direct étranger (IDE) est un investissement dans lequel un investisseur étranger détient une participation majoritaire dans l'entreprise ou le commerce qui est créé. Il a donc un impact plus large que l'investissement de portefeuille, où l'investissement est fourni avec moins d'influence sur la façon dont l'entreprise est gérée.

Plus récemment, conformément à l'approche de la Banque mondiale intitulée « Maximiser le financement du développement »<sup>53</sup>, une forte pression a été exercée pour mobiliser les investissements étrangers privés afin de financer les principales ambitions mondiales telles que les objectifs de développement durable et de combler ce que les donateurs appellent le « déficit de financement ». Les critiques considèrent toutefois qu'il s'agit d'un moyen supplémentaire d'ouvrir de nouveaux marchés aux STN pour accroître leurs profits.

L'une des tendances les plus importantes dans le cadre de cette évolution vers une augmentation des financements privés se présente sous la forme de « financements mixtes », notamment les partenariats public-privé (PPP). Dans ces modèles, l'argent public subventionne effectivement les investisseurs étrangers et se justifie par la conviction qu'ils peuvent réaliser des investissements efficaces et de qualité. Toutefois, ce modèle s'accompagne de risques notables et peut être considérablement plus coûteux, tout en compromettant la capacité des gouvernements à élaborer des politiques fiscales durables et ancrées dans le pays.

## Encadré 10 : Que sont les partenariats public-privé ?

Il n'existe pas de définition unique des PPP, mais ils sont généralement utilisés lorsqu'une entreprise privée travaille avec un gouvernement pour financer et fournir un service ou un projet. Traditionnellement, ils ont servi à financer des infrastructures physiques, mais ils sont de plus en plus utilisés pour les services publics traditionnels ou les infrastructures sociales (notamment la santé, l'éducation et les soins).

Dans le cadre des PPP, une société privée s'entend avec le gouvernement pour fournir le financement d'un projet et gérer l'installation et/ou les services. En contrepartie, ils reçoivent des fonds soit en facturant des « frais d'utilisation » aux personnes qui utilisent le service, soit par des paiements réguliers du gouvernement. Grâce à des contrats complexes à long terme, les gouvernements protègent les intérêts de l'entreprise en garantissant des revenus par le biais de subventions et en acceptant de couvrir une grande partie des risques du projet.

Les partisans des PPP affirment que ceux-ci apportent de nouveaux fonds et des gains d'efficacité, mais même le département des affaires fiscales du FMI a mis en garde contre les coûts cachés.<sup>54</sup> Les critiques soulignent la manière dont les PPP ont augmenté les coûts pour les gouvernements, réduit la qualité des services grâce à des mesures de réduction des coûts et conduit à un nouvel affaiblissement des droits du travail afin d'augmenter les profits.

Dans le cadre de leurs efforts pour attirer les investissements étrangers, de nombreux gouvernements offrent des incitations, des allègements fiscaux et signent des conventions fiscales internationales qui limitent leur capacité à imposer les STN. Par exemple, entre 1992 et 2012, le Nigeria a perdu environ 3,3 milliards de dollars en raison d'un allègement fiscal de dix ans que le gouvernement a accordé à certaines des plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde pour qu'elles opèrent dans le pays.<sup>55</sup> Il faut savoir que le budget annuel de la santé prévu par le Nigeria en 2019, pour un pays de plus de 200 millions d'habitants, était l'équivalent de 127 millions de dollars.<sup>56</sup>

Des zones économiques spéciales (ZES) ont également été créées, où les réglementations gouvernementales, notamment en matière de droits du travail et de normes environnementales, sont assouplies afin de rendre les investissements plus attractifs pour les entreprises étrangères. C'est également l'un des domaines prioritaires du DBR de la Banque mondiale (voir la rubrique 2.1). Non seulement ces pratiques privent les budgets gouvernementaux de ressources potentielles vitales, mais elles présentent également l'inconvénient d'obliger les gouvernements à offrir leurs ressources déjà limitées pour encourager les investissements étrangers. En outre, les gouvernements doivent assumer les coûts liés à la résolution et au financement des solutions pour tout impact négatif de ces investissements sur leurs résidents et sur l'environnement. Le problème est particulièrement aigu dans le cas des industries extractives, où les moyens de subsistance des communautés locales sont détruits, comme dans le cas de la prospection pétrolière en Ouganda,<sup>57</sup>

pour laisser la place aux activités des sociétés transnationales qui reversent généralement tous les bénéfices à leur pays d'origine. Des zones économiques spéciales (ZES) ont également été créées, où les réglementations gouvernementales, notamment en matière de droits du travail et de normes environnementales, sont assouplies afin de rendre les investissements plus attractifs pour les entreprises étrangères. C'est également l'un des domaines prioritaires du DBR de la Banque mondiale (voir la rubrique 2.1). Non seulement ces pratiques privent les budgets gouvernementaux de ressources potentielles vitales, mais elles présentent également l'inconvénient d'obliger les gouvernements à offrir leurs ressources déjà limitées pour encourager les investissements étrangers. En outre, les gouvernements doivent assumer les coûts liés à la résolution et au financement des solutions pour tout impact négatif de ces investissements sur leurs résidents et sur l'environnement. Le problème est particulièrement aigu dans le cas des industries extractives, où les moyens de subsistance des communautés locales sont détruits, comme dans le cas de la prospection pétrolière en Ouganda, pour laisser la place aux activités des sociétés transnationales qui reversent généralement tous les bénéfices à leur pays d'origine.

Un nouvel accord, appelé « Mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États » (ISDS), est potentiellement particulièrement néfaste en ce qu'il restreint la capacité des gouvernements à mettre en œuvre un large éventail de mesures de politique sociale si les STN peuvent faire valoir qu'elles risquent de limiter leurs profits.<sup>58</sup>



## Encadré 11 : Alternatives

### Faire face aux investisseurs étrangers

Plus important encore, les gouvernements doivent réduire leur dépendance à l'égard des investissements étrangers et renforcer d'autres sources de financement, comme la fiscalité progressive et la lutte contre la fraude fiscale.

Cela leur permettra ensuite d'avoir davantage leur mot à dire sur les conditions dans lesquelles ils poursuivent leurs investissements.

Certains gouvernements nationaux commencent à revendiquer leur souveraineté et Tax Justice Network a documenté des mouvements en relation avec les traités fiscaux.<sup>59</sup> Le Vietnam et Taïwan appliquent désormais des « retenues à la source » sur tous les paiements sortant du pays. L'Afrique du Sud et le Rwanda ont introduit des clauses anti-abus dans leur législation fiscale et la Zambie a renégocié sa convention fiscale avec les Pays-Bas.

Les communautés locales résistent également. En Ouganda, des organisations de femmes se battent pour obtenir des droits fonciers qui protégeraient leurs moyens de subsistance des investissements des sociétés transnationales.<sup>60</sup>

### Comment pouvez-vous y participer?

Feminists for a Binding Treaty est un groupe qui fait campagne pour un traité international juridiquement contraignant pour obliger les STN à rendre des comptes sur les violations des droits humains. En savoir plus sur leur travail ici : <https://www.globaltaxjustice.org/en/action/make-taxeswork> - [https:// womenalliance.org/feminists-4-binding-treaty](https://womenalliance.org/feminists-4-binding-treaty). La résistance aux PPP s'accroît également, comme en témoigne une initiative récente du Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiation Institute (SEATINI) et du Center for Food and Adequate Living Rights (CEFROHT) en Ouganda, qui ont demandé à la Cour constitutionnelle de déclarer l'arrêt de tous les projets PPP en cours, car ils contreviennent grossièrement à la Constitution.<sup>61</sup>

Une autre façon de résister aux pressions à la baisse exercées par les investissements étrangers sur les normes du travail consiste pour les gouvernements à réglementer le « travail décent », c'est-à-dire la sécurité, la sûreté, la rémunération équitable et la liberté d'association. Dans le monde entier, les mouvements syndicaux continuent de faire campagne pour une réglementation plus stricte.<sup>62</sup> En juin 2019, lors de la Conférence internationale du travail à Genève, les États membres ont voté à une écrasante majorité en faveur d'une convention visant à mettre fin à la violence et au harcèlement dans le monde du travail.<sup>63</sup> Actuellement, un tiers des pays n'ont pas de lois interdisant le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et, dans de nombreux autres, la législation est mal appliquée. Les groupes de défense des droits des femmes travaillent actuellement à la ratification de la convention et à sa mise en œuvre.

# R

## ubrique quatre

### ALTERNATIVES FÉMINISTES

I n'est pas nécessaire d'être économiste pour pouvoir plaider en faveur d'une économie qui fonctionne pour tous. Comme nous l'avons exposé dans les rubriques précédentes, notre modèle économique mondial actuel, et la façon dont les décisions macroéconomiques sont prises, est gravement défectueux et a été conçu pour profiter à ceux qui ont déjà du pouvoir et des privilèges.



#### Encadré 12 : Qu'est-ce que l'économie féministe ?

L'économie féministe est une discipline spécifique au sein de l'économie traditionnelle. Elle est née du mouvement de libération des femmes dans les pays du Nord au cours des années 1960 et analyse de manière critique, tout en les contestant, les modes d'organisation et de fonctionnement sexués de nos économies, largement au profit des hommes. Elle accorde une attention particulière à la manière dont l'économie de la reproduction (voir rubrique 1.4) a été rendue invisible dans la prise de décision économique et milite en faveur d'une économie qui valorise les soins et la coopération, la durabilité ainsi que la redistribution équitable des ressources et qui prive de priorité des questions telles que la croissance du PIB.

L'étude de l'économie féministe n'est pas unique, et les économistes féministes postcoloniales ont également plaidé en faveur d'une analyse plus systématique de nos économies à travers le prisme non seulement du genre, mais aussi de la race et des effets durables du colonialisme sur les relations économiques entre les pays du Sud et du Nord.

En réponse aux défauts de conception de nos économies, des féministes du monde entier ont développé des alternatives à certains de ces défis critiques, des alternatives qui centrent les expériences vécues des femmes et des personnes marginalisées sur le fonctionnement de nos économies. Cela inclut le travail des économistes féministes (voir encadré 12) et des éco-féministes qui examinent la relation entre les femmes et la terre. Les rubriques 3.2 et 3.3 ont présenté quelques-uns des moyens alternatifs de façonner la politique macroéconomique en utilisant des outils fiscaux tels que la taxation progressive et les dépenses liées à la dette pour traiter les problèmes structurels, ainsi qu'en examinant comment les politiques commerciales peuvent conduire à un commerce équitable pour les femmes. Il existe également des cadres qui offrent des alternatives plus fondamentales, comme « l'économie du bien-être » (voir encadré 13).



## Encadré 8 : L'économie du bien-être

L'économie du bien-être part du principe que c'est l'humanité qui devrait régir toutes les décisions économiques. Il n'existe pas d'interprétation unique de ce qu'est une économie du bien-être, mais, dans son essence, elle remet en question la focalisation étroite sur le PIB comme unique mesure du progrès. La tendance du PIB à prendre en compte des éléments tels que le nombre d'admissions à l'hôpital, la destruction de forêts tropicales et d'écosystèmes entiers au profit de terres agricoles et le coût du nettoyage d'une marée noire le rend problématique, ses détracteurs affirmant qu'il évalue les mauvaises choses. Ainsi, le PIB, en tant que mesure, a été coupé des objectifs sociaux plus larges tels que la durabilité et le bien-être. Au lieu de cela, d'énormes ressources sont consacrées au nettoyage du gâchis créé par la volonté d'accroître la croissance du PIB.

L'économie du bien-être représente un cycle vertueux où la valeur est mesurée en termes de bien-être humain et écologique, où chacun peut prospérer tout en respectant les limites planétaires. L'idée d'interdépendance humaine et écologique est un élément central de cette structure. La figure 4 illustre l'une des façons de visualiser l'économie du bien-être ; elle est largement dictée par les liens et l'interdépendance qui existent dans tous les aspects de notre existence humaine.

L'économie du bien-être présente de nombreux points communs avec l'économie féministe, principalement en raison de l'accent mis sur les questions d'inégalité, mais aussi sur la nécessité de nouveaux indicateurs pour mesurer le succès de toute économie, ainsi que sur la volonté d'une plus grande redistribution. Cependant, l'approche du bien-être a parfois été critiquée parce qu'elle mettait trop l'accent sur les changements au niveau micro pour apporter des solutions au niveau macro. Certains affirment que pour atteindre cet objectif fondamental, il convient d'exiger davantage des pays les plus riches, où la consommation est la plus importante, et de mettre en place une réglementation mondiale des STN.

## 4.1

### Une approche féministe de la macroéconomie

L'économie féministe offre un large éventail de solutions alternatives pour recadrer nos économies afin qu'elles fonctionnent pour la majorité. Nous suggérons ci-dessous certains des éléments clés d'une approche féministe de la macroéconomie qui pourrait faire partie d'un cadre de changement fondamental.

### Démocratiser et décoloniser la prise de décision économique

L'élaboration des politiques économiques n'est pas neutre sur le plan du genre, purement technique ou inévitable. Il s'agit de choix politiques visant à déterminer qui en bénéficie et qui en supporte les coûts. La prise de décision économique a été dominée par une petite élite qui a façonné l'économie pour qu'elle serve ses intérêts.

En réponse, les appels à la démocratisation et à la décolonisation des décisions économiques se sont multipliés. D'une manière générale, les efforts actuels de décolonisation visent à surmonter la subordination des peuples anciennement colonisés et à donner la priorité à leurs perspectives et connaissances différentes sur la manière dont notre monde (y compris nos économies) devrait être organisé. Il s'agit d'un effort pour contrer l'eurocentrisme qui a dominé notre façon de voir et de comprendre le monde.

Des plateformes telles que Diversifying and Decolonising Economics, ou D-Econ, mettent en évidence le manque de femmes et de groupes minoritaires raciaux et ethniques



historiquement sous-représentés dans la production de connaissances économiques. Ils soulignent aussi la réticence à donner la priorité à l'économie hétérodoxe, c'est-à-dire à des approches qui sortent du courant dominant.<sup>64</sup>

Outre une prise de décision participative et transparente aux niveaux local et national, la prise de décision démocratique exige également un relâchement de l'emprise des IFI sur les choix que les gouvernements peuvent faire en matière de politique économique au niveau macro, et la fin de l'influence croissante des entreprises dans la prise de décision mondiale.



## Faire de l'égalité, du bien-être et de la durabilité le but de l'activité économique

L'activité économique est un moyen d'atteindre des objectifs sociaux tels que la justice, le bien-être, l'égalité et la durabilité. La croissance économique peut parfois être un moyen d'atteindre ces objectifs, mais elle n'est pas une fin en soi. Au lieu de cela, en faisant de la croissance économique l'objectif, ceux qui ont le pouvoir et les ressources ont justifié des politiques qui font passer l'augmentation de leur propre richesse avant des objectifs plus larges.

En particulier, les approches féministes de la politique économique sont axées sur une répartition plus équitable des ressources et des richesses, non seulement entre les femmes et les hommes, mais aussi entre tous les individus.

En donnant la priorité aux objectifs sociaux, tous les aspects de la politique économique au niveau macro peuvent être utilisés, en particulier l'imposition progressive qui redistribue les ressources des grandes entreprises et des riches individus vers ceux qui n'en ont pas. La politique gouvernementale pourrait également se concentrer sur la création d'un travail décent pour les femmes,



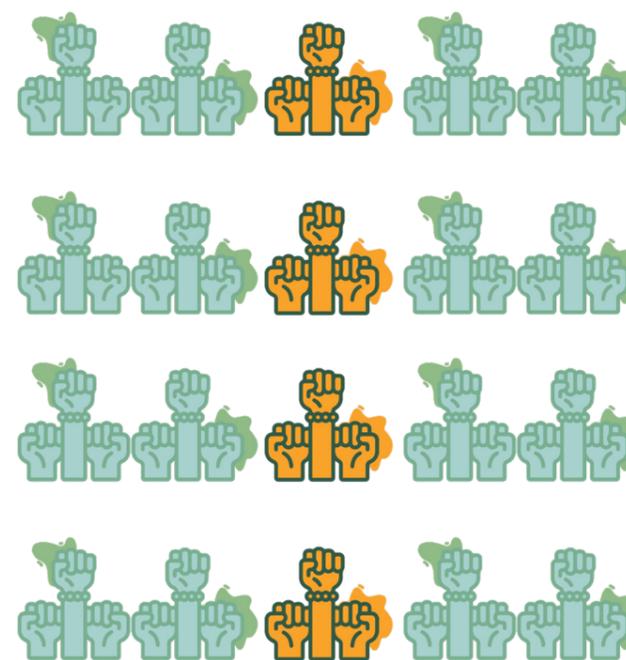
qui leur permette de s'assumer, plutôt que d'attirer davantage de femmes dans des emplois mal payés, précaires et dangereux, qui augmentent les profits des entreprises. En outre, les gouvernements veilleraient à ce que les investisseurs étrangers paient des impôts, respectent les communautés locales et l'environnement et se conforment aux règles locales, au lieu de se précipiter pour attirer davantage d'investissements qui ne profiteront guère aux populations locales.

En 2019, la Nouvelle-Zélande a annoncé un nouveau budget de bien-être pour garantir une plus grande attention à des choses comme la pauvreté, la violence domestique et la santé mentale par rapport à la croissance économique, et le gouvernement a commencé à utiliser un cadre de niveau de vie pour informer toutes ses priorités d'investissement et ses décisions de financement.<sup>65</sup>



## Un rôle de l'État pour garantir que l'activité économique mène à des objectifs sociaux

Il est clair que la poursuite d'objectifs sociaux ne peut être laissée au « libre marché », mais nécessite un rôle actif de l'État pour rééquilibrer les marchés, que ce soit en protégeant les normes environnementales ou du travail, en utilisant la politique fiscale pour redistribuer les ressources et financer les services publics, en encourageant les secteurs industriels à fournir un travail décent ou en mettant en œuvre des politiques anticycliques pour éviter la récession. En outre, c'est l'État qui, en définitive, est le principal responsable de la concrétisation des droits humains.



## Une reconnaissance du rôle central de l'économie de la reproduction

La reconnaissance du rôle de l'économie de la reproduction dans le soutien de l'économie productive et l'augmentation du bien-être est au cœur des approches économiques féministes. Les soins non rémunérés et le travail domestique seraient pleinement reconnus dans l'élaboration des politiques et la responsabilité des soins serait partagée plus équitablement, non seulement entre les femmes et les hommes, mais aussi entre les familles et les communautés, avec la mise en place de services publics universellement accessibles et bien financés. Par exemple, en 2015, l'Uruguay a adopté le système national de santé intégré qui fournit un cadre juridique à son système de soins, notamment la mise à disposition de centres d'accueil de qualité pour les enfants de moins de 3 ans, de centres de jour et de services de soins professionnels internes pour les personnes âgées et dépendantes.<sup>66</sup>

# Conclusions: un monde différent est possible

Ce guide d'introduction à la macroéconomie féministe a pour objectif de démystifier certains des principaux concepts, questions et tendances en la matière et de doter les défenseurs des droits des femmes des outils nécessaires pour réclamer davantage de ressources.

Au fond, toute décision économique est politique, et un choix fait par ceux qui ont le pouvoir de prendre ces décisions. Souvent, cependant, des idées radicalement différentes sur la façon dont nos économies devraient fonctionner (dans l'intérêt de la majorité) sont rarement représentées au niveau décisionnel en raison de la façon dont les systèmes de production de connaissances ont été créés, qu'ils soient sexistes ou racialisés.

Nous avons vu les pièges qui accompagnent le système économique mondial actuellement privilégié (le néolibéralisme) et comment il est incompatible avec les idéaux féministes. En particulier, le refus de reconnaître le travail de soins non rémunéré des femmes dans l'économie de la reproduction signifie que ce système économique ne peut pas répondre aux besoins des femmes. Les IFI qui régissent notre environnement économique global au niveau macro (comme la Banque mondiale et le FMI) continuent également à s'appuyer sur l'économie néolibérale pour guider leur prise de décision, ce qui a eu, et continue d'avoir, des conséquences néfastes notables pour les femmes et les groupes marginalisés.



Pourtant, tout n'est pas perdu. Les gouvernements disposent d'une série d'outils politiques pour essayer de faire fonctionner leurs économies pour tous leurs résidents, notamment la politique budgétaire, la politique monétaire et la politique en matière de commerce et d'investissement. S'ils sont utilisés correctement, ces outils peuvent avoir un impact considérable sur la quantité de ressources dont dispose un gouvernement pour améliorer la vie de tous ses résidents.

En outre, on ne peut ignorer la promesse considérable qu'offre l'économie féministe de créer des réalités alternatives qui mettent au centre les intérêts des femmes et des marginaux. En plaçant fermement notre humanité partagée et le respect de l'environnement au premier plan de nos décisions économiques, au lieu de la croissance et du profit, il devient possible de mener des vies plus épanouissantes, durables et équitables. Un monde différent est possible !



# Annexe 1: Définitions

## Austérité/Assainissement budgétaire

L'assainissement budgétaire intervient lorsque les gouvernements tentent de rééquilibrer leurs dépenses par rapport à leurs recettes et de réduire leurs dettes. Sous le néolibéralisme, les mesures d'« austérité » sont promues comme un moyen d'y parvenir. Elles comprennent des coupes importantes dans les dépenses publiques et des restrictions sur les nouveaux emprunts, entraînant ainsi du chômage et des réductions de services.

## Pouvoir d'entreprise

Ce terme est utilisé par les défenseurs des droits humains pour décrire le contrôle et l'appropriation excessifs des ressources naturelles, de la main-d'œuvre, de l'information et des finances par de puissantes entreprises, ainsi que leur influence croissante sur les décisions prises par les gouvernements et les institutions internationales.

## Travail décent

L'Organisation internationale du travail (OIT) a inventé ce terme pour décrire les possibilités d'emploi rémunéré, productif et assurant un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail, la protection sociale, la liberté d'organisation collective et l'égalité des chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes. L'agenda de l'OIT pour un travail décent repose sur quatre piliers :

1. création d'emplois et développement des entreprises ;
2. protection sociale
3. normes et droits au travail ;
4. gouvernance et dialogue social.

## Financiarisation

Un terme relativement nouveau qui explique largement le processus par lequel les intermédiaires et les technologies financières ont acquis une influence sans précédent sur notre vie quotidienne. La définition la plus citée la décrit comme « le rôle croissant des motivations financières, des marchés financiers, des acteurs financiers et des institutions financières dans les opérations des économies nationales et internationales »<sup>67</sup>.



## Services publics transformateurs de genre

Des services tels que l'éducation, la santé, les soins, les transports ou l'eau, qui sont financés et gérés par le gouvernement ou des organismes publics et qui sont : abordables pour tous, en reconnaissant la nature intersectionnelle de la discrimination ; accessibles physiquement et socialement, sans stigmatisation pour tous les utilisateurs ; adaptés aux besoins et aux priorités des communautés qu'ils servent ; et sûrs pour tous, sans crainte de violence.

## Économie hétérodoxe

Par opposition à l'économie orthodoxe, il s'agit d'un terme générique pour décrire les diverses écoles de pensée qui proposent des idées alternatives sur l'économie, en dehors de la conception dominante.

## Économie orthodoxe

Il s'agit de l'ensemble des connaissances économiques qui sont largement acceptées et font partie du courant dominant.

## Protection sociale

Ensemble de politiques et de programmes destinés à réduire et à prévenir la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Ils sont souvent financés par des dépenses publiques et reconnus comme un droit humain. La protection sociale est parfois aussi appelée sécurité sociale et comprend les pensions, les systèmes de garde d'enfants ou les allocations de chômage.

## Zone économique spéciale

Une zone créée artificiellement dans un pays, par le gouvernement, où les lois et règlements relatifs au travail, aux affaires et au commerce sont différents du reste du pays. Son objectif est d'encourager l'investissement et de créer des emplois.

## Sociétés transnationales

Une entreprise à but lucratif de grande envergure qui est constituée dans un pays mais qui produit et/ou vend également des biens et des services dans d'autres pays.

# Annex 2: Autres lectures recommandées

**Vous trouverez ci-dessous  
des suggestions de lectures  
complémentaires sur certains des  
domaines clés abordés dans ce guide :**

## 1. L'économie de la reproduction/les soins non rémunéré

**GADN (2017) Sharing the load: unpaid care work and women's economic empowerment**

<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5899e0316b8f5bbffd74b7d4/1486479412285/GADN+Sharing+the+load+briefing+2017+final.pdf>

**Nancy Fraser (2016) Contradictions of capital and care**

<https://newleftreview.org/issues/1100/articles/nancy-fraser-contradictions-of-capital-and-care>

## 2. Austérité/Assainissement budgétaire

**Kate Donald and Nicholas Lusiani (2017) The IMF, gender equality and expenditure policy**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2017/09/imf-gender-equality-expenditure-policy/>

**UN Independent Expert on the effects of foreign debt (2018) The impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights**

<https://www.cwgl.rutgers.edu/docman/reports/832-the-impact-of-economic-reforms-and-austerity-measures-on-women-s-human-rights/file>

**GADN and FEMNET (2019) Push no one behind: how current economic policy exacerbates gender equality**

<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5d15f88d4edf8e0001281406/1561720979675/PNOB+briefing+FINAL+July+2019.pdf>

## 3. La Banque mondiale et le FMI

**Bretton Woods Project (2017) Engaging the IMF and World Bank**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2016/10/gender-just-macroeconomics/>

**Juan Pablo Bohoslavsky (2018) Bretton Woods Institutions' instrumental gender approach ignores structural elephant in the room**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2018/12/bretton-woods-institutions-instrumental-gender-approach-ignores-structural-elephant-in-the-room/>

**Bretton Woods Project (2019) The World Bank and gender equality: development policy financing**

<https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2019/08/The-World-Bank-and-Gender-Equality-DPF-2.pdf>

**Elisabeth Prügl (2018) The World Bank's role in crafting a neoliberal hegemony with a feminist face**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2018/09/world-banks-role-crafting-neoliberal-hegemony-feminist-face/>

**Bretton Woods Project (2019) The World Bank's privatisation push**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2019/03/gender-just-macroeconomics-ii/>

**Bretton Woods Project (2019) The IMF and gender equality: operationalising change**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2019/02/the-imf-and-gender-equality-operationalising-change/>

**Martha Alter Chen and Rachel Moussie (2017) The IMF, gender equality and labour: turning a blind eye to women in the informal economy**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2017/10/imf-gender-equality-labour/>

## 4. Fiscalité

**Christian Aid (2014) Taxing men and women**

<https://www.christianaid.ie/sites/default/files/2016-03/taxing-men-and-women-gender-analysis-report-jul-2014.pdf>

**Action Aid (2017) Making Taxes work for Women's Rights**

[https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/actionaid\\_briefing\\_making\\_tax\\_work\\_for\\_womens\\_rights.pdf](https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/actionaid_briefing_making_tax_work_for_womens_rights.pdf)

**FEMNET (2017) What are the gender effects of IFFs?**

<https://femnet.org/2017/07/what-are-the-gender-dimensions-of-iffs-strengthening-african-womens-engagement-and-contribution/>

**AWID (2017) Illicit Financial Flows: Why we should claim these resources for gender, economic and social justice**

<https://www.awid.org/publications/illicit-financial-flows-why-we-should-claim-these-resources-gender-economic-and-social>

**Mae Buenaventura (2017) The IMF, gender equality and VAT**

<https://www.brettonwoodsproject.org/2017/04/imf-gender-equality/>

## 5. Dette

**GADN, FEMNET, Jubilee Debt Campaign (2018) Realising women's rights: the role of public debt in Africa**

<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5b6c532f21c67c0686e970c8/1533825840524/Realising+women%27s+rights+final.pdf>

## 6. Investissements étrangers

**GADN, FEMNET, Eurodad (2019) Can Public Private Partnerships deliver gender equality?**

<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5c879cd7ee6eb0145fe7e780/1552391388896/1547040-can-public-private-partnerships-deliver-gender-equality-final+12.3.pdf>

## 7. Commerce

**GADN (2017) Making trade work for gender equality**

<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/595bc0383e00be98e37ea3dd/1499185211883/GADN+Making+trade+work+for+gender+equality+July+2017.pdf>

**Action Aid (2018) From rhetoric to rights: towards gender-just trade**

[https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/from\\_rhetoric\\_to\\_rights\\_towards\\_gender\\_just\\_trade\\_actionaid\\_policy\\_briefing.pdf](https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/from_rhetoric_to_rights_towards_gender_just_trade_actionaid_policy_briefing.pdf)

## 8. Économie féministe

**Womankind (2019) Working towards a just feminist economy: the role of decent work, public services, progressive taxation and corporate accountability in achieving women's rights**

<https://www.womankind.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/working-towards-a-just-feminist-economy-final-web.pdf>

**Women's Budget Group (2018) What is feminist economics?**

<https://wbg.org.uk/blog/what-is-feminist-economics/>

**Viewpoint Magazine (2015) Decolonial feminist economics: a necessary view for strengthening social and popular economy**

<https://medium.com/viewpoint-magazine/decolonial-feminist-economics-a-necessary-view-for-strengthening-social-and-popular-economy-70c5bdfb2fd>

**Maria Mies (2014) 'Patriarchy and accumulation on a world scale: women in the international division of Labour'. Zed Books, Londres**

<https://www.bloomsbury.com/uk/patriarchy-and-accumulation-on-a-world-scale-9781783601691/>

**Charusheela, S. and Eiman O. Zein-Elabdin (2003) "Feminism, Postcolonial Thought, and Economics." in M. Ferber and J. Nelson (eds.) Feminist Economics Today: Beyond Economic Man. University of Chicago Press**

<https://www.press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/F/bo3621956.html>

# Remerciements

Le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) et le Réseau Genre et Développement (GADN) tiennent à remercier Crystal Simeoni, Fatimah Kelleher et Masego Madzwamuse pour leurs critiques et leurs contributions réfléchies, ainsi que Megan Daigle pour sa précieuse contribution à la rédaction de ce guide.

C'est avec une profonde gratitude que nous reconnaissons que ce guide est le fruit du travail collectif, de la passion et de l'expertise des individus et des équipes qui ont développé le contenu, les concepts, les méthodologies et qui ont assuré la facilitation de l'Académie macroéconomique féministe africaine (AFMA) au fil des ans.

La première AFMA, en 2017, était une collaboration entre le Center for Women's Global Leadership (CWGL) et FEMNET, avec la contribution inestimable de Radhika Balakrishnan et James Heintz en tant que formateurs de base en la politique macroéconomique. La deuxième AFMA, en 2018, a été animée par Lebohang Liepollo Pheko, Nancy Kachingwe, Attiya Waris, Saida Ali et Salima Valiani qui ont analysé plus en détail le contexte politique macroéconomique géopolitique des femmes dans le monde du travail. En 2019, l'AFMA a été animée par Fatimah Kelleher, Masego Madzwamuse, Tetteh Hormeku, Basani Baloyi et Sophie Efangé, qui ont déconstruit de manière critique la financiarisation sous un angle féministe.

En outre, les rencontres annuelles de l'AFMA n'auraient pas été possibles sans la conceptualisation initiale, le document conceptuel et le financement de l'initiative, pour lesquels nous remercions Dinah Musindarwezo, Alice Kanengoni, Masego Madzwamuse et Memory Zonde-Kachambwa. Enfin, nous remercions également tous les anciens participants de l'AFMA de différents pays qui ont partagé leur expertise et leurs idées.

Ce guide a été rédigé par Sophie Efangé et Jessica Woodroffe du Réseau Genre et Développement (GADN). Il s'inscrit dans le cadre d'un travail plus large mené par le projet REFRAME (Feminist Reframing of Macro-level Economics) de GADN avec FEMNET et AFMA.

Ce guide a été conçu et illustré par Rendani Nemakhavhani.



Gender and Development Network  
c/o ActionAid  
33–39 Bowling Green Lane  
London EC1R 0BJ  
T: +44(0)20 3122 0550  
E: [info@gadnetwork.org](mailto:info@gadnetwork.org)  
[www.gadnetwork.org](http://www.gadnetwork.org)

Pour plus d'informations sur GADN, veuillez envoyer un courriel au coordinateur du GADN à l'adresse [coordinator@gadnetwork.org](mailto:coordinator@gadnetwork.org)

Organisme de bienfaisance enregistré  
no. 1140272

African Women's Development and  
Communication Network (FEMNET)  
12 Masaba Road, Lower Hill  
P.O. Box 54562 - 00200, Nairobi, KENYA  
T: +254 20 2712971/2; Cell: + (254)72766932  
Fax: +254 20 2712974  
[www.femnet.org](http://www.femnet.org)  
Twitter: @femnetprog  
Facebook: femnetsecretariat  
Instagram: femnetsecretariat  
FEMNET on YouTube <https://www.youtube.com/user/FEMNET1>

# Notes de fin de document

1. hooks, b. 2010. 'Understanding patriarchy'. Louisville Anarchist Federation and No Borders. <https://imagineborders.org/pdf/zines/UnderstandingPatriarchy.pdf>
2. Nkrumah, K. 1965. 'Neo-colonialism, the last stage of imperialism'. Londres : Thomas Nelson and Sons.
3. Whyte, J. 2019. Morals of the markets: human rights and the rise of neoliberalism. Londres : Verso.
4. Gore, C. 2000. 'The rise and fall of the Washington Consensus as a paradigm for developing countries'. World Development 28.5, 789-804.
5. Gabor, D. 2019. 'From the Washington Consensus to the Wall Street Consensus', Developing Economics. 27 octobre. <https://developingeconomics.org/2019/10/27/from-the-washington-consensus-to-the-wall-street-consensus/>
6. Oxfam international. 2019. '5 shocking facts about extreme global inequality and how to even it up'. <https://www.oxfam.org/en/5-shocking-facts-about-extreme-global-inequality-and-how-even-it>
7. Osuna, S. 2017. 'Class suicide: the Black radical tradition, radical scholarship, and the neoliberal turn', in G.T. Johnson and A. Lubin (eds) Futures of Black radicalism. Londres : Verso, 21.
8. Harvey, D. 2003. The New Imperialism. Oxford, UK: Oxford University Press.
9. Harvey 2003
10. Kanengoni, A. 2014. Is GDP macho and keeping women poor? <https://lawyersalert.wordpress.com/2014/06/05/africa-gdp-is-macho-and-keeps-women-poor/>
11. McKinsey Global Institute. 2015. The power of parity: how advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth. Washington, DC: McKinsey. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>
12. Assemblée générale des Nations Unies. 1966. International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, 16 December, treaty series 993, article 2.1. <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/cescr.aspx>
13. Schulze, E. 2019. 'Meet the people hanging out on the outskirts of Davos' CNBC. 25 janvier. <https://www.cnbc.com/2019/01/25/davos-2019-meet-the-unofficial-attendees-without-badges.html>
14. Nouvelle Banque de Développement. 2017. NDB's General Strategy: 2017-2021. Nouvelle Banque de Développement. <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/07/NDB-Strategy-Final.pdf>
15. Bürgisser, E. 2019. The IMF and gender equality: operationalising change. Londres : Bretton Woods Project. <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2019/02/Operationalising-Change.pdf>
16. Bretton Woods Project. 2017. 'World Bank's Doing Business Report'. 3 juillet. <https://www.brettonwoodsproject.org/2017/07/world-banks-business-report/>
17. Groupe de la Banque Mondiale. 2016. Gender equality, poverty reduction, and inclusive growth. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/820851467992505410/pdf/102114-REVISED-PUBLIC-WBG-Gender-Strategy.pdf>
18. FMI. 2020. 'IMF executive directors and voting power'. <https://www.imf.org/external/np/sec/memdir/eds.aspx>
19. Hickel, J. 2019. 'Apartheid in the global governance system', 16 octobre. <https://www.jasonhickel.org/blog/2019/10/16/apartheid-in-the-global-governance-system>
20. FMI. 2020. 'IMF resident representative and regional offices'. <https://www.imf.org/en/Countries/ResRep>
21. Moussié, R. 2016. Challenging corporate power: struggles for women's rights, economic and gender justice. Toronto and Mexico City: AWID and Solidarity Center.

[https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/ccp\\_fullreport\\_eng.pdf](https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/ccp_fullreport_eng.pdf)

22. Martens, J. 2017. 'Overview 1: reclaiming the public (policy) space for the SDGs', in Spotlight on sustainable development 2017: reclaiming policies for the public. Beirut: Civil Society Reflection Group on the 2030 Agenda for Sustainable Development, 11-18. <https://www.2030spotlight.org/en/book/1165/chapter/overview-1-reclaiming-public-policy-space-sdgs>
23. OMS. 2018. Guide à l'intention des acteurs non étatiques s'engageant dans une collaboration avec l'OMS. Geneva: World Health Organisation. <https://www.who.int/about/collaborations/non-state-actors/Handbook-for-non-State-actors-on-engagement-with-WHO.pdf?ua=1>
24. Buse, K. and S. Hawkes. 2016. 'Sitting on the FENSA: WHO engagement with industry' The Lancet 288.10043, 446-447. <https://www.who.int/about/collaborations/non-state-actors/Handbook-for-non-State-actors-on-engagement-with-WHO.pdf?ua=1>
25. ONU. 2015. Addis Ababa action agenda of the Third International Conference on Financing for Development. New York: United Nations. [https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA\\_Outcome.pdf](https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf)
26. Banque Mondiale. 2020. 'Maximizing finance for development (MFD)'. <http://www.worldbank.org/en/about/partners/maximizing-finance-for-development>
27. Seguino, S. 2016. 'Financing for gender equality in the context of the Sustainable Development Goals', document de discussion 11, 28. Réunion du groupe d'experts en préparation de la 60e session de la Commission de la condition de la femme, ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2016/3/financing-for-gender-equality-in-the-context-of-the-sustainable-development-goals>
28. Banque Mondiale. 2018. Doing business 2019: training for reform. Washington, DC : Banque mondiale.
29. UA/CEA - Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique. 2015. Flux financiers illicites : rapport du 31. Rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique. Addis-Abeba : UNECA. <https://www.uneca.org/publications/illicit-financial-flows>
30. Tax Justice Network – Africa and Save the Children. 2015. Child rights governance: missed taxation opportunities to improve investment in children in Africa. Nairobi: Tax Justice Network – Africa and Save the Children. <https://taxjusticeafrica.net/wp-content/uploads/2019/03/Missed-Taxation-Opportunities-to-Improve-liC-in-Africa.pdf>
31. ONU Femmes. 2015. Progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits. New York : ONU Femmes, 212. [http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW\\_progressreport.pdf](http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW_progressreport.pdf)
32. Capraro, C. 2014. Taxing men and women: why gender is crucial for a fair tax system. Londres : Christian Aid. <https://www.christianaid.ie/sites/default/files/2016-03/taxing-men-and-women-gender-analysis-report-jul-2014.pdf>
33. Global Alliance for Tax Justice. 2018. 'The Negombo Declaration: end gender inequality through fiscal justice', 3 décembre. <https://www.globaltaxjustice.org/en/latest/negombo-declaration-end-gender-inequality-through-fiscal-justice-0>
34. Pour plus d'informations, Alliance mondiale pour la justice fiscale. 2016. The world needs a United Nations global tax body now: the most equitable way to create a fairer global tax system. Brussels: Global Alliance for Tax Justice. [https://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2013/04/GATJ-statement-GlobalTaxBodyPanamaPapers\\_18Apr2016.pdf](https://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2013/04/GATJ-statement-GlobalTaxBodyPanamaPapers_18Apr2016.pdf)
35. FMI. 2018. Macroeconomic developments and prospects in low-income developing countries. Washington, DC : FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/03/22/pp021518macroeconomic-developments-and-prospects-in-lidcs>
36. FMI. 2019. Liste des DSA PFR pour les pays éligibles au PRGT. Washington, DC : FMI. <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>
37. ICSI. 2016. Investir dans l'économie des soins : Une analyse par sexe d'une stimulation de l'emploi dans sept pays de l'OCDE. Bruxelles : CSI. [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care\\_economy\\_en.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care_economy_en.pdf)

38. De Henau, J., S. Himmelweit and D. Perrons. 2017. Investing in the care economy: simulating employment effects by gender in countries in emerging economies. Bruxelles : CSI.  
[https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care\\_economy\\_2\\_en\\_web.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care_economy_2_en_web.pdf)

39. Joint statement by ITUC, UNI Global Union, Public Services International, Education International, IUF and International Domestic Workers Federation. 2019. 'World Day for Decent Work: unions unite for investment in care for decent jobs and gender  
<https://www.ictu.ie/bdc19/news/2019/10/07/world-day-for-decent-work-unions-unite-for-investm/>

40. Jubilee Debt Campaign. 2019. Mozambique's stand for justice. London: Jubilee Debt Campaign.  
<https://www.ictu.ie/bdc19/news/2019/10/07/world-day-for-decent-work-unions-unite-for-investm/>

41. UN Women 2015, 163.

42. UN Women 2015, 176.

443. UN Women 2015, 213.

44. UN Women 2015, 177.

45. UN Women 2015, 154.

46. Stotsky, J.G., L. Kolovich and S. Kebha. 2016. 'Sub-Saharan Africa: a survey of gender budgeting efforts', IMF working paper WP/16/152.  
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16152.pdf>

47. [https://consultations.worldbank.org/Data/hub/files/grb\\_papers\\_uganda\\_updf\\_final.pdf](https://consultations.worldbank.org/Data/hub/files/grb_papers_uganda_updf_final.pdf)

48. UNCTAD. 2014. The role of trade in financing for sustainable development, CNUCED, document de travail, 2.

49. <https://sites.google.com/regionsrefocus.org/gtc/unity-statement?authuser=0>

50. N Women and UNECA. 2012. Gender and trade in Africa: towards an agenda for gender equity in trade policies, agreements and outcomes. Accra: UN Women.

51. ITC. 2014. Empowering women through public procurement. Geneva: ITC, 40.  
<http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/Women%20procurement%20guide-final-web.pdf>

52. Pour plus en savoir plus, consultez : <https://sites.google.com/regionsrefocus.org/gtc/home>

53. Voir note 28 de fin de document.

54. Irwin, T., Mazraani, S. and Saxena, S. 2018. 'How to Control the Fiscal Costs of Public-Private Partnerships', p. 15.  
<https://www.imf.org/en/Publications/Fiscal-Affairs-Department-How-To-Notes/Issues/2018/10/17/How-to-Control-the-Fiscal-Costs-of-Public-Private-Partnerships-46294>

55. ActionAid. 2016. Leaking revenue: how a big tax break to European gas companies has cost Nigeria billions. Londres : ActionAid.  
<https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/leakingrevenue.pdf>

56. BBC. 2019. 'Budget 2020: President Buhari send 10.33 trillion naira budget based on 7.5% VAT to Nigeria National Assembly'. BBC., 8 octobre.  
<https://www.bbc.com/pidgin/tori-49976442>

57. Capraro, C. and J. Woodroffe. 2018. Digging deep: the impact of Uganda's land rush on women's rights. Londres : Womankind Worldwide.  
<https://www.womankind.org.uk/docs/default-source/resources/reports/digging-deep-the-impact-of-uganda's-land-rush-on-women's-rights.pdf?sfvrsn=0>

58. Abelenda, A. and H. Abbas. 2017. 'We will only achieve women's economic empowerment if corporate power is curbed', AWID, 14 March.  
<https://www.awid.org/news-and-analysis/we-will-only-achieve-womens-economic-empowerment-if-corporate-power-curbed>

59. Mehta, K. 2014. How developing countries can take control of their own tax destinies. Londres : Tax Justice Network, 3-5.  
<https://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2014/07/Krishen-How-Developing-Countries-can-take-Control-of-their-own-Tax-Destinies.pdf>

60. Voir la note 53 de fin de document.

61. 'SEATINI petitions court over public private partnership law'. 2019. The Independent, 3 août.  
<https://www.independent.co.uk/seatini-petitions-court-over-public-private-partnership-law/>

62. Pour en savoir plus, consultez : <https://www.ituc-csi.org/travail-decent>

63. Organisation Internationale du Travail. 2019. C190 – Convention sur la violence et le harcèlement. n° 190  
[https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100\\_ILO\\_CODE:C190](https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C190)

64. D-Econ: diversifying and decolonising economics. 2020.  
<https://d-econ.org/>

65. The Treasury New Zealand. 2019. The Wellbeing Budget 2019.  
<https://treasury.govt.nz/publications/wellbeing-budget/wellbeing-budget-2019-html> ; Treasury of New Zealand. 2019. Our living standards framework.

66. ONU Femmes. 2018. Promoting women's economic empowerment: recognising and investing in the care economy. Document thématique, 22.  
<https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/issue-paper-recognizing-and-investing-in-the-care-economy-en.pdf?la=en&vs=2004>

67. Epstein, G.A. 2005. 'Introduction: financialization and the world economy', in G.A. Epstein (ed) Financialization and the world economy, Cheltenham, Royaume-Uni : Edward Elgar Publishing, 3.



